

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde
libertaire

du 26 juin au
9 juillet 2003

**Après la grève,
la plage**

Dès le 10 juillet, le Monde
libertaire hors série vous
accompagnera tout l'été



les médias et la grève

intox en stock



Ceci n'est pas une presse.

FOP 2520

Radios, télévisions, journaux. L'ensemble de l'information contribue au contrôle idéologique de l'opinion et se révèle un excellent auxiliaire du pouvoir dans la maîtrise des mouvements sociaux. Ce travail de sappe consiste à déformer ou nier la réalité, par le discours ou l'image, ou les deux à la fois. Récemment, les grèves « perdaient de leur intensité » avant même que cela devienne réalité, et de simples manifestants devenaient des « activistes » portant canif de poche ou mégaphone...

M 02137 - 1326 - F: 2,00 €



2€

0026-9433

« Comme vous le savez, il y a quelques années, quand les gens ont voulu moins de roi, ils n'ont pas supprimé le roi entier, ils l'ont simplement raccourci. C'est ce que vous devriez faire avec le travail. »

T-Bone Slim

hebdo n° 1326

du 26 juin au 9 juillet 2003

Sommaire



Nico victime de **répression patronale** à la BNF, page 5
 L'actualité politique sous la patte de l'**Autruche** de F. Ladriss, page 5
 Il s'agit bien d'une **guerre de classes**, par Hugues, page 5
 À **Nantes**, l'engance socialiste est toujours réactionnaire, page 6
 La **coordination des établissements en lutte** ne désarme pas, page 7
 Aimer l'**école**; vaste programme! par P. Sommer, page 8

L'**Icem** revendique une école qui soit un outil émancipateur, page 9
 Pour une alternative aux **incinérateurs** de déchets, par R. Latapy, page 10

Dossier **médias et luttes sociales**, de la page 11 à la page 17

Garons-nous de l'**intoxication** par E. Gava, page 12

L'**altermondialisme** et la **presse**, par A. Vernet et V. Minerve Marin, page 14

Combattre la **censure**, par Nicolas, page 17

Information et **manipulation**, par un collectif de grévistes toulousains, page 17



Enrico Baj, mort d'un peintre anarchiste italien, par JMT, page 18

Carlo Giuliani, L'État italien n'est pas responsable, page 18

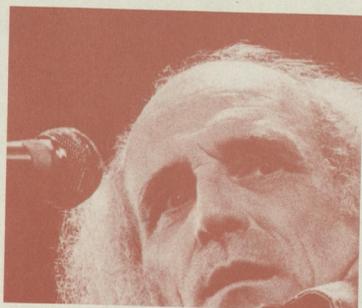
Le dernier disque d'**Alain Aurenche**, par F. Barillet, page 18

H. Hurst casse du sucre à **Cannes**, page 19

Agenda et Radio libertaire, page 22

Les **Roms** de Montreuil ont été expulsés, par Hanlor et Ève, page 23

La Casbah: un nouveau lieu de vie nancéen, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
 Commission paritaire n° 0906 I 80740
 Imprimerie EDRB (Paris)
 Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - EDRB
 Diffusion NMPP

Le Monde libertaire est imprimé
 sur papier recyclé.

Photos et illustrations de ce numéro:
 droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20 €	○ 32 €	○ 27 €
6 mois 25 n ^{os}	○ 38 €	○ 61 €	○ 46 €
1 an 45 n ^{os}	○ 61 €	○ 99 €	○ 77 €
Abonnement de soutien	○ 76 €		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
 ** les chèques tirés sur des banques hors France subissent une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous
 demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous !

Le Monde libertaire, du 26 juin au 9 juillet 2003

Editorial



C'EST LE KO, les bourgeois et les bourgeoises ont gagné! La répression policière et patronale s'est abattue contre les camaros qui refusaient le sabotage de leurs retraites. La liberté s'acquière par le travail, nous dit Raffarin, avant de le graver peut-être sur le frontispice des centres de RMA. Quand à Bernard Thibaud, le prince des cheminots de 95, il se trimballe maintenant en première classe. Chemise en soie sur ses larges épaules et pompes de luxe aux pieds, il pourra paraître à la garden party du 14 juillet à l'Élysée. Il a bien su mener le train des grèves dans l'impasse de l'essoufflement. La grève générale ne se décrète pas, nous dit ce guignol du syndicalisme. Oui, mais elle se prépare et elle s'organise. Et surtout pas en déclarant « faire chauffer encore la marmite » tout en réduisant la flamme du piano pour convier les manifestants à un pique-nique émancipateur. Le publicitaire de Matignon salue encore l'idée de la pétition qui fait trembler le pouvoir. Certes, les autres directions syndicales l'ont joué à leur façon mais dans le même sens. Par exemple, la CGT-FO se donnant par une pirouette une caution radicale. Le pompon est détenu par la courageuse CFDT pour son baissé-culotte instantané.

Heureusement, lâchés par leurs instances confédérales, les grévistes ont redécouvert les bases de l'organisation. Les assemblées générales souveraines, les comités de grèves, les réunions interprofessionnelles ont trouvé un regain d'intérêt salutaire. Plus que l'abattement de la défaite, c'est la colère qui persiste fin juin. N'oublions pas les plus de deux millions de personnes sorties dans la rue au début de cette lutte. Certes, les conséquences pécuniaires pèseront sur la décision des camaros de se mettre en grève et cet été les initiatives resteront sans doute limitées. Mais si, Raffarin le retrousseur de manches détrousseur des acquis sociaux est un spécialiste de la propagande, pas toujours capable de faire prendre des vessies pour des lanternes; parions que les travailleurs et les travailleuses de « la France d'en bas » n'accepteront plus longtemps de se faire repousser dans les poubelles de l'histoire sociale.

On l'a vu d'ailleurs à Bastia où le couple de frimeurs – qui spectacularisent l'arrestation d'un militant anti-OGM comme celle d'un chef de guerre – s'est fait recevoir comme il faut. Avec les saloperies annoncées: casse de la Sécu, limites du droit de grève, privatisation de l'EDF, la marmite libératrice a des chances de bouillir à nouveau. Et le couvercle pourrait voler aussi à la fiolle des pompiers confédéraux.



Photo: Monsieur Frédérique

retraite, travail, salariat et aliénation

« Il convient, quand on parle de retraite, de toujours rappeler ce vers quoi nous voulons aller, à savoir une société où ce sera la collectivité (parce qu'elle profite de leur travail) qui financera intégralement les retraites des travailleurs, où le travail (hormis les tâches pénibles qui seront partagées) sera libre, où l'exploitation (et donc le salariat) et l'oppression auront été abolies, et où tous les êtres humains auront le droit (et les moyens de ce droit) de vivre libres. Dans une société libertaire, il n'y aura donc plus de retraite au sens où on l'entend aujourd'hui, parce qu'il n'y aura plus de salariat et parce que tous les vieux (travailleurs ou non) recevront de la collectivité les mêmes moyens financiers et autres de satisfaire au mieux tous leurs besoins. »

Jean Marc Raynaud,
in Les Retraites, éditions du Monde libertaire

Jean-Pierre Levaray

IL EST PEUT-ÊTRE TROP TÔT pour parler d'un échec du mouvement qui vient d'avoir lieu en ces mois de mai et juin concernant la lutte contre les « réformes » du régime des retraites. On pourra bien sûr parler de ce gouvernement qui n'entend rien à la rue, trop sûr de son bon droit; on pourra parler de la trahison des bureaucraties confédérales, leur atterroissement, leur peur devant une grève générale qui leur échapperait; on pourra aussi parler de l'incapacité des grévistes à avoir entraîné l'ensemble du monde salarié dans le mouvement (sauf quelques pointes lors des journées d'action).

On pourra aussi positiver en parlant du nombre de gens qui sont restés mobilisés

pendant près de deux mois, de pratiques de gestion de lutte intéressantes (assemblées générales souveraines et décisionnelles, amorce d'actions directes, etc.), mais aussi les rencontres, les réappropriations du combat et le retour de réflexes politiques.

N'empêche que ce mouvement, qui a tenu le pavé (mais pas lancé) pendant ces derniers mois, a été un mouvement très fort et, même, dans certaines régions, plus fort qu'en 1995, avec les enseignant(e)s en tête de ligne (parce qu'également attaqué(e)s par la décentralisation) et, dans une moindre mesure, les cheminots.

Si ce mouvement a été fort et populaire, c'est que s'attaquer au régime des retraites, suite page 4

suite de la page 3

c'est s'attaquer à chaque individu, dans ce qu'il a de plus intime: sa vie même. De ce fait, on dépasse le cadre de choix de régime par répartition ou par capitalisation (qui aggravent encore plus les choses). Parce qu'il faut replacer la retraite par rapport au travail et au salariat.

Le plus souvent, le travail salarié est vécu comme une activité « en dehors de soi ». Il est accepté parce qu'il permet de se créer des petites niches (vacances, consommation, etc.) qui rendent chaque salarié à la fois victime et complice du système.

De même que le travail salarié est accepté par le biais de la consommation, il est également toléré parce qu'on ne travaille pas toute sa vie. Il s'agit d'un contrat tacite passé entre les individus et le système: on se fait exploiter une partie de notre existence, mais on profite de la vie lorsqu'on devient plus âgé, pour nos dernières années, d'autant que, dit-on, l'espérance de vie devient plus longue (il y a pourtant beaucoup de salariés qui n'atteignent même pas cet « âge d'or »). Donc, on « accepte » de travailler près de quarante années (auxquelles s'ajoutent les années d'études et d'apprentissage) pour cela.

Combien ont même choisi certains métiers (flics, roulants SNCF, etc.) parce qu'ils permettaient un départ en retraite encore plus tôt? Combien de plans de restructuration industrielle se sont déroulés quasiment sans heurts (malgré les conditions de travail dégradées pour ceux et celles qui restent) parce qu'ils permettaient des départs en préretraite (chômage déguisé mais aubaines pour les bénéficiaires).

Cette fois, la réforme Fillon, qui veut nous faire travailler davantage et voir les pensions fondre, constitue une rupture de ce contrat tacite. Il s'agit d'une véritable régression, avec

une atteinte sur l'avenir même de chacun. Un recul qui semble être la cerise sur le gâteau, mais qui ne constitue qu'un prolongement face à toutes les attaques contre les fameux « acquis » qu'on a dû subir depuis vingt ans au nom du « réalisme ».

Pour tout révolutionnaire, et qui plus est anarchiste, il ne faut donc pas perdre de vue la société que nous voulons construire et par là même replacer le cas des retraites dans le cadre de la critique du travail salarié. Pourtant, nous nous sommes, ces derniers mois, plutôt cantonnés dans un discours de type « syndicaliste ». Car il ne faut pas l'oublier, si être exploité durant quarante ans, c'est beaucoup trop, 37,5, c'est beaucoup trop aussi!

Il n'est pas suffisant de dire (comme ATTAC) qu'un autre monde est possible. Il ne faut pas se contenter de propositions réformistes d'aménagement du capitalisme: revendiquer la taxation des profits n'est qu'un premier pas. Le capitalisme, il faut s'en débarasser. Il faut faire des propositions et rupture.

Je sais que ce n'est pas facile dans un système qui se présente comme seul possible et où toute parole vraiment dissidente est bâillonnée, banalisée ou récupérée, où parler de lutte des classes ou de société future sans classe ni État est présenté comme de la langue de bois.

Le mouvement de contestation de ces derniers mois, même s'il pouvait faire penser par certains côtés à Mai 68 (surtout grâce à l'imaginaire des manifestant(e)s enseignant(e)s), nous en étions loin, car il n'y a jamais eu de débat de fond ni de volonté de changer vraiment les choses, de construire une autre société. Nous en sommes restés à la défense des acquis.

Sans faire d'ouvriérisme à tout crin, les prolétaires n'ont pas été les plus nombreux dans les rangs des manifestants, bien qu'ils et

elles représentent encore la classe la plus importante, avec celle des employé(e)s (plus de 6,5 millions chacune). À cela des tas de raisons: les prolétaires (ceux et celles du « privé ») ont déjà été touché(e)s par l'allongement du nombre d'années de cotisation; les bastions ouvriers mythiques ont disparu ou ont fondu comme neige au soleil; les ouvrières et les ouvriers se retrouvent le plus souvent à bosser dans des PME-PMI où les patrons ont tôt fait de parler de rupture du contrat de travail dès qu'ils entendent parler de grève; les ouvrières et les ouvriers se retrouvent souvent individualisé(e)s par les nouvelles méthodes de gestion du travail et ont perdu de vue toute notion de luttes collectives; la précarisation accrue empêche souvent d'envisager de perdre une partie de son salaire pour faire grève; la télévision et le spectacle politique donnent l'impression de lutter par procuration juste en regardant les infos et en visionnant les images de manif, tout comme voter donne l'impression de faire de la politique; le système a tellement fait croire qu'il était le seul viable que beaucoup se disent « à quoi bon »; sans parler des trahisons des partis de gauche...

Le mouvement de mai-juin 2003 a, tout de même, par ces modes de fonctionnement donné des pistes d'action et de réflexion. Reste à faire redescendre les gens dans la rue... pas seulement pour des luttes sporadiques (déjà les « réformes » de la Sécu, d'EDF-GDF et du droit du travail qui s'annoncent pour la rentrée) mais bien pour l'édification d'un autre monde (si possible social et libertaire). Pour cela, il faut débattre, proposer et surtout partir des expériences et du vécu de chacun.

Je n'ai pas la science infuse, mais si nous ne voulons pas perdre tous les « bénéfiques » acquis lors de ces derniers mois de lutte, c'est sur cela qu'il faut se pencher.

J.-P. L.



Paris, place de la Concorde, le 10 juin. Photo: S. Garcia

Quand l'autruche éternue...

Comment l'Europe avance

« On vote les directives européennes avec, au mieux, le sentiment de ne rien y comprendre. » (Un député socialiste)

Et, au pire, le sentiment de ne les comprendre que trop ?

Cet été, barbecues géants

« 5,5 % d'augmentation du SMIC, c'est une mesure qui n'est pas raisonnable, et que rien ne justifie. » (Ernest-Antoine Seillière)

Les pauvres sont incorrigibles : donnez-leur six sous, ils courent acheter des allumettes pour foutre le feu au Medef...

Vacances, j'oublie tout

« Blondel, à Cuba ! » (Pancarte dans la manif' anti-grèves)

Ouais, et Chirac, à l'île Maurice !

Comment l'Europe s'endort

« À la fin du discours de Giscard, nous n'étions pas plus d'une vingtaine sur les bancs de l'Assemblée. » (Bayrou, qu'un doute afflige)

Encore Poniatowski, Edgard Faure et Servan-Schreiber n'étaient-ils restés que par pure politesse. Jean Monet, quant à lui, était excusé.

Jeunesse à la dérive

« Les dérives du militantisme politique ont ouvert la voie au militantisme religieux. Par exemple, des élèves arborant sur leur bouton le signe du désarmement nucléaire : ça n'a pas lieu d'être. » (Devedjian, ministre des Libertés de bocal)

Il est clair que si on laisse faire, un jour, ces jeunes écrivélés descendront dans la rue en hurlant des insanités telles que « Contre Le Pen, tous aux urnes, votez Chirac ! »

Les dogues vont à la lèche

« Nous avons fait notre part du travail, monsieur le ministre : faites aussi votre part. » (Jean-Pierre Raynaud, du SNOF)

Kès aco, SNOF ? Syndicat national des officiers de police. Ah ouais... leur « part du travail »... Sur les Roms, les prostituées, les sans-papiers, les SDF et, en fin de manif' à l'opéra Garnier, le « travail »... Maintenant, ça veut du pognon, et Sarkozy, bien évidemment, s'apprête à le cracher... Quelques boulettes aux chiens, puisque la chasse fut bien menée.

Monsieur meuble

« Personne ne m'a parlé de cette histoire, je tombe de l'armoire. » (Chirac, réagissant à l'affaire Baudis)

Normande, l'armoire ?

Frédo Ladrisse

(sources : Europe 1, Libération, le Parisien)

...c'est toute la jungle qui s'enrhume

Souffler n'est pas jouer

APRÈS LA SUISSE où un député conservateur, selon France-Inter, propose aux Helvètes de travailler jusqu'à 70 ans, l'Autriche, le 11 juin, vient de voir son parlement adopter une réforme radicale des retraites après dix semaines de lutte et de grève générale.

Là-bas, non plus, la rue ne fait pas la loi, et les parlementaires, aux ordres de la Main invisible, font leur travail de fossoyeurs. Ces parasites aux confortables émoluments et aux retraites attractives ont voté un texte impliquant une perte de revenu de seulement de 10 % et non de 20 comme prévu.

Mais elle sera calculée sur les quarante dernières annuités, ce qui implique par rapport à aujourd'hui (quinze ans) une diminution de pouvoir d'achat bien supérieure aux dix points annoncés. Un leurre peut en cacher un autre.

Quant à nous, qu'on ne s'y trompe pas, le combat continue ; et on peut parier sans frais que nos bons maîtres, une fois la réforme en cours avalisée, nous repasseront une seconde couche d'ici à quelque temps.

Les accords signés en 2002, lors d'un sommet européen concernant la retraite à 65 ans par le duo Jospin-Chirac, nous le laissent deviner. À l'analyse, il apparaît que partout en Europe, un plan concerté entre les puissants vise à casser le bien-être relatif et durement acquis par la génération précédente.

Il nous faut donc nous reprendre et relancer les anciennes pratiques d'action directe, car le patronat ne négocie que lorsqu'il craint la révolution. Il ne cède que face à une contestation de fond. Mais cette

tactique lui permet de sauvegarder l'essentiel, quitte à reprendre la main un peu plus tard.

À nous, la prochaine fois, de lui faire croire que nous aussi nous souhaitons négocier au nom de nos intérêts immédiats, piège du réformisme politique et syndical, tout en nous préparant, par cette vieille gymnastique révolutionnaire qu'est la grève générale, à la construction d'une société autogestionnaire.

Reste que, pour l'heure, ça se dégrade, après trente ans de lutte de classes, où le Travail subit revers sur revers et où après avoir intégré l'implacable loi du chômage de masse, puis de la précarité, il s'apprête à travailler plus pour gagner moins tout en produisant toujours davantage.

Ainsi, après les jeunes sdf précarisés des années 2000, bientôt les vieux pauvres et après la réforme de l'assurance maladie à l'automne, dans l'incapacité de se soigner d'ici à 20 ans.

Alors, Français, encore un effort, comme le préconisait le divin marquis (pas celui du Medef, un autre plus radical) ou vous serez tondu sans que vous ne verrez même pas passer l'imposition du service minimal dans les services publics que Raffarin nous prépare sous l'emprise de la CG-PME et, sans doute, dans la foulée, pour plus de « justice » entre le public et le privé, la restriction du droit de grève pour tous.

Y'a pas, l'ordre du jour du côté des patrons est bien à la guerre de classes !

Hugues

groupe Pierre-Besnard

BNF : voix au chapitre !

Travaillant pour la société sous-traitante Idex&Cie sur le site de la Bibliothèque nationale de France, j'ai écrit un article décrivant l'ambiance, l'emploi abusif d'intérimaires, etc. (le Monde libertaire n° 1321 et le Combat syndicaliste n° 261).

Il se trouve qu'aujourd'hui je suis licencié pour faute lourde. Motif invoqué par la direction : « vous avez fait paraître un article dans le journal le Monde libertaire, contenant des informations mensongères portant atteinte d'une manière grave à la réputation de notre société. [...] Ce qui précède démontre de votre part une intention de nuire évidente. Cette intention de nuire porte atteinte aux intérêts de

notre société et par voie de conséquence de ses salariés. »

Ceci montre une fois de plus la volonté du patronat de museler et de licencier quiconque qui ne serait pas de son avis. Il n'hésite pas à bafouer le droit de libre expression des salariés et surtout des syndicalistes.

Si comme moi, vous dénoncez et combattez ces méthodes, faites savoir votre opposition en écrivant une lettre de protestation à l'adresse suivante : **Idex&Cie, M. le Directeur d'agence, 40, rue Gambetta, 92150 Suresnes.** Fax: 01 41 38 58 21.

Nico

CNT section BNF

Répression universitaire à Nantes

La gauche, là où elle garde du pouvoir, sait se montrer tout à fait répressive et réactionnaire. Avis à ceux qui ont la mémoire courte, et qui voudraient retrouver dans les urnes de l'avenir ce qui est perdu aujourd'hui...

MARDI 13 mai 2003, lors d'une manifestation contre le projet Fillon, un lancé de serpents à eu lieu sur la personne de Manuel Canevet dit MC - militant socialiste, directeur du cabinet de la présidence de l'Université de Nantes. L'action se voulait drôle et symbolique, en aucun cas violente. Malheureusement, le service d'ordre du cortège Unsa (dans lequel se trouvait MC, aussi ancien ponte de l'Unef) a perdu son sang froid et l'action a dégénéré: le service d'ordre a envoyé quelques coups, une jeune fille a même été violemment bousculée. Face à l'attitude violente de MC envers la serpentilleuse, des personnes se sont interposées pour prendre sa défense...

Depuis quelques années à l'université de Nantes, l'Unef s'adonne à la destruction organisée de toute possibilité de contestation. Lors de chaque mouvement, elle s'attache à l'envoyer pensant plus à sa promotion dans les instances universitaires qu'à la défense des intérêts des étudiantes et étudiants. Grâce au tremplin de l'Unef, MC a été propulsé au rang de vice-président étudiant de l'université puis de directeur du cabinet de la présidence de l'université de Nantes. Bien qu'il ne soit plus président de l'Unef, il conserve néanmoins des liens ténus avec son syndicat d'origine; ce qui lui permet de participer activement à l'organisation du travail de sape. Depuis une plainte pour coups et blessures a été déposée. De plus, la section disciplinaire de l'Université de Nantes a été saisie par MC qui a refusé toute médiation.

Si les poursuites dont sont victimes les serpentilleux enragés traduisent plus d'un manque d'humour que de l'orchestration machiavélique d'un complot politique, les deux ne sont peut être pas incompatibles.

Pourquoi la répression ?

En effet, depuis sa déroute électorale (présidentielle, législatives), la gauche institutionnelle s'essaie à la contestation sociale, elle sous-estime là la mémoire collective. C'est ainsi qu'elle se retrouve chahutée à divers endroits.

À la fac de Nantes comme ailleurs (étant donné le monopole de l'Unef), sa position lui permet de ne pas s'abaisser à la contestation, elle préfère l'étouffer. L'Université n'est pas exempte du climat sécuritaire actuel, la contestation est réprimée partout. La gauche sait utiliser ce qu'elle a contribué à perfectionner.

Aujourd'hui, la gauche plurielle, telle un Robinson Crusoe de la politique, tente de survivre aux méandres des marées sociales qu'elle avait désertées. Mais ces marées sont quelques fois houleuses et elle se retrouve de nouveau échouée. Elle doit malgré tout embarquer à

nouveau et tenter d'affirmer une légitimité en criminalisant les pirates. Ce qu'elle a d'ailleurs toujours fait par la criminalisation des précaires, des sans-papiers, des jeunes...

Elle devait donc s'attendre, comme au G8 d'Évian 2003 entre autres, à « une marée noire » de personnes affirmant leur refus de jouer le rôle de Vendredi. D'autres vagues houleuses ont eu lieu, pouvant aller de sifflements à l'exclusion de certaines manifestations (anti-guerre notamment).

Ces revers, la gauche ne les digère pas et cela la rend encore plus mauvaise là où elle a encore du pouvoir comme à l'Université au travers de l'Unef. L'image déjà largement fantasmée de l'Université comme un îlot de contestation tend à s'effacer des mémoires, surtout que l'Unef ne conteste plus et empêche toutes pratiques autres que les siennes autrement dit celles qui ne visent pas l'accompagnement des réformes. L'exemple de Tolbiac illustre bien ces faits: en novembre 2001, suite à une discussion un peu vive provoquée par des membres de la CNT-FAU dans laquelle il était question du monopole visuel de l'Unef (panneaux d'affichage), ces derniers ont porté plainte auprès de la présidence de l'Université de Paris I et du commissariat. À Nantes, c'est la même histoire, au lieu de discussions politiques l'Unef privilégie les coups bas institutionnels. C'est là qu'interviennent les sections disciplinaires, instances internes qui sous couvert de s'occuper des fraudes et des vols s'occroient le droit et le pouvoir d'écartier ou groupe jugé trop subversif.

Histoire de sections disciplinaires

À l'Université, la saisie des sections disciplinaires risque de devenir une méthode courante. Au vu du basculement idéologique qu'on connaît, il est plus que nécessaire de se pencher sur ce droit qui existe et qui peut facilement devenir abusif.

Dans les décrets relatif à la saisie de la section disciplinaires, des quatre cas où celle-ci peut intervenir, l'un concerne « les faits de nature à troubler le bon fonctionnement d'un établissement » qui a été élargi à « problèmes de discipline » ayant eu lieu en dehors de l'université. Ainsi on voit que l'occupation de locaux, le débrayage d'amphis, etc. peuvent tomber sous le coup de cet article. En sachant que l'occupation est pour des étudiants l'équivalent de la grève pour des salariés, on est en droit de se demander ce qu'il faut penser d'un syndicat qui s'opposerait aux grévistes quitte à les livrer à des jugements arbitraires, comme le prouve ce rapide coup d'œil au Bulletin officiel de l'éducation nationale où M. X s'est retrouvé exclu de tout établissement public d'enseignement supérieur pour « injures proférées à

l'égard du surveillant et du correcteur lors d'un examen ». Les BO fourmillent d'autres exemples, tout aussi flous.

Ces sanctions sont graves et presque irrévocables, dans la mesure où les sections disciplinaires sont des instances indépendantes de la justice pénale et que même si le tribunal rejette la plainte, la section disciplinaire peut quand même appliquer une sanction et la faire respecter.

La convocation de cette justice expéditive caractérise bien l'état d'esprit sécuritaire dans lequel nous vivons. Car, en plus d'exclure les éléments qu'elle juge perturbateurs, certaines universités font appel aux forces répressives de l'État. Comme ce fut le cas à Nanterre: en novembre 2002, une cinquantaine de CRS a pu charger un amphî (rempli d'étudiants) à coups de flash-ball dans le but d'en déloger une dizaine de grévistes. Au final, un gréviste est tombé sous le coup d'une condamnation pénale, un autre victime d'une sanction disciplinaire (pour simple fait de grève: la section disciplinaire a reconnu qu'il n'était pas coupable des violences qui lui étaient reprochées mais a décidé de maintenir la sanction). Nanterre est un cas d'école en ce qui concerne l'installation de l'idéologie sécuritaire et répressive (caméras de vidéo surveillance, vigiles, flics sur le campus, etc.). Les autres universités suivront, les étudiants marcheront au pas.

Ce type de pratiques est en train de se généraliser au niveau des universités. Parallèlement, la répression se banalise aussi dans la rue, comme nous pouvons le constater depuis un certain temps. Alors que la gauche devrait faire bloc contre l'idéologie qui s'est installée, elle en utilise les outils, quand elle ne les crée pas.

Créer des espaces autonomes de luttes, avec des possibilités de rupture, devient une nécessité, hors des institutions politiques et syndicales...

Collectif de soutien aux étudiant(e)s en lutte de Nantes.

Pour soutenir financièrement le Collectif de Soutien aux Étudiants en Lutte: ACLN, BP 60221, 44002 Nantes cedex 1 (chèque à l'ordre de ACLN, avec au dos la mention « solidarité collectif de soutien aux étudiant(e)s en lutte »).

Rendez-vous le 26 juin 13 heures, arrêt de tram Petit-Port - Facultés: soutien pendant la section disciplinaire; le même jour à 19 heures: apéro de soutien au collectif de soutien à l'Atelier (17, rue Paul-Bellamy, Nantes).



Le projet libéral n'en est qu'à son début, continuons et étendons nos luttes. Adresse de la Coordination nationale des établissements en lutte réunie le 14 juin à Jussieu

contre la casse sociale

APRÈS SEPT, huit ou neuf semaines de grève reconductible dans l'Éducation nationale, contre la décentralisation, les restrictions budgétaires, la précarité et la remise en cause du système par répartition, nous devons constater que l'exigence de tous les grévistes, celle d'une grève générale interprofessionnelle, seule capable d'imposer le retrait des projets gouvernementaux, n'a pas été relayée par les responsables nationaux des principales fédérations et confédérations syndicales.

— Sur les revendications, les quelques reculs du gouvernement concernant la décentralisation, même s'ils ne sont pas négligeables, sont totalement insuffisants et ne sont aucunement des « avancées significatives ».

— Les 90 000 personnels TOS sont toujours mis sous la tutelle des régions, le dispositif de mise en réseaux des écoles primaires est maintenu, la mainmise patronale ou régionale sur les filières et les diplômés est toujours d'actualité.

— Le licenciement des emplois-jeunes est toujours programmé, ainsi que la suppression des postes de MI-SE.

— Sur la question des retraites, l'ensemble du plan Fillon est maintenu.

Il nous faut donc établir clairement les responsabilités dans la situation actuelle du mouvement. Alors que l'opinion publique a toujours soutenu la grève de l'Éducation

nationale, que de nombreux autres secteurs professionnels se sont lancés avec audace dans la lutte et la grève reconductible le 13 mai et les jours suivants d'abord, le 26 mai ensuite, l'immense force rassemblée dans la rue et dans la grève n'a pas réussi à cette étape à faire plier le gouvernement. Pourquoi ?

Sur l'ensemble du territoire, nous sommes dotés de structures démocratiques et unitaires (AG de secteurs, d'établissements, comités de grève Éducation nationale, comités de liaison public-privé, coordination nationale, etc.) qui nous ont permis de nous inscrire dans la durée, d'être efficaces, et de tenir les rênes de la grève.

Alors que des centaines de milliers de manifestants ont rapidement compris que seule la grève générale ferait céder ce gouvernement aux ordres du Medef, les directions des confédérations syndicales ont d'abord différé les initiatives massives, organisé des journées d'action de 24 heures, minimisé le nombre de manifestants le 25 mai, pour finalement refuser d'appeler à Marseille le 12 juin, tous les salariés à la grève générale, alors que 200 000 personnes leur criaient : « Grève générale, public-privé ! Nous sommes prêts et vous ? »

Ce sont les directions syndicales, au plus haut niveau, qui, à des degrés divers, ont pris la responsabilité d'empêcher la généralisation de la grève jusqu'à la grève générale.

Tous les grévistes sont unanimes pour dire qu'en ce qui nous concerne, nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir pour étendre la grève. Comprendre collectivement cela, c'est être plus fort pour continuer le combat.

Nous ne sommes pas défaits, parce que par cette grève, nous avons relevé la tête, et avons indiqué la voie à suivre pour combattre l'offensive libérale contre les services publics et plus généralement contre les acquis sociaux. Il nous faut poursuivre ce combat, maintenir les liens tissés pendant la grève, garder intact notre détermination.

La coordination nationale des établissements en lutte appelle tous les personnels de l'Éducation nationale à débattre des moyens de surmonter les obstacles qui ont empêché notre mouvement d'être victorieux, à s'unir pour les combats à venir et pour lesquels nous avons besoin que les instances syndicales nationales soient à notre écoute et à notre service. Nous savons que le gouvernement va poursuivre sa politique libérale, en s'attaquant à la protection sociale, à la santé publique, à l'enseignement supérieur, au droit de grève par l'instauration d'un service minimum, et la liste n'est pas close... On est toujours debout ! On ira jusqu'au bout !

Texte de l'AG de Rouen
lu à la coordination du 14 juin à Jussieu

Faut-il aimer l'école ?

DRÔLE DE QUESTION! Un sociologue, enseignant en lycée et chercheur dans un institut de la FSU, se demandait dans un article publié par *le Monde*¹, pourquoi la République n'aimait pas l'école. Il affirmait par ailleurs que les jeunes étaient sous l'emprise des marchés et soumis à la pub, que l'éducation (sic) deviendrait production d'un capital humain en vue d'une rentabilisation sur le marché du travail; il finissait en disant que les enseignants seront, à l'avenir, au centre de tout effort de refondation du lien social.

Je me suis demandé si je pouvais répondre de façon affirmative à cette question sur l'école. Père de trois enfants, je me suis posé la question aussi à leur propos: « Ont-ils jamais aimé l'école? » Je suis bien obligé de répondre par la négative. Pour eux, comme pour moi, cela a été un passage obligé; il y a des choses que nous avons aimées, mais l'école en tant que telle, non.

Comment aimer quelque chose qui est obligatoire. Cela relève d'un commandement religieux: « Père et mère aimera et l'école itou. » Par contre, s'il s'agit du concept de l'école... même là, je suis dubitatif, étant incapable de séparer le concept du lieu.

Au-delà d'une réponse de ce type, que l'on peut qualifier de consumériste, je me demande ce que signifie cet appel. Cela me fait penser aux demandes faites par des adolescents en perte de repère: « Aimez-moi! » Dans ce discours, la République devient une espèce de père tutélaire, ingrat et dictatorial. Tout cela fait bien enfantin. Et si, par hasard, la République aimait son école, faudrait-il qu'elle aime ses enseignants? Sous quelle forme cela devrait-il avoir lieu? Plus d'heures de cours, plus de postes, moins d'élèves par classe, des élèves plus respectueux?

Ces efforts seraient-ils suffisants pour soustraire à l'emprise du marché tous ces jeunes consommateurs. Pourquoi seulement eux. Cela me fait sourire si ce n'est franchement rigoler, non pas que ce soit faux, mais nous sommes tous d'une façon ou d'une autre sous cette emprise. S'il n'y avait que les jeunes, je serais content, mais les enseignants comme tout un chacun n'échappent pas à ce marché. Le marché ne s'incarne pas seulement dans des fringues de marques connues. Il est aussi présent dans les lectures, les loisirs, des nourritures ou les voitures des enseignants, comme des autres adultes. C'est moins voyant, certes, mais tout aussi pernicieux. Encore plus quand ce n'est pas reconnu. Que font les enseignants en tant que tels pour lutter contre cette emprise? Comme nous, ils se débattent.

Être contre l'emprise du marché sur nos jeunes pousses implique d'envisager une autre organisation économique de notre société. Je n'ai entendu nulle part les organisations

syndicales réclamer une forme de distribution de la richesse produite qui ne soit un aménagement du système actuel. Dans la réalité, l'école ne peut être soustraite du reste de la société. Déclarer qu'elle ne devrait pas être le lieu de production d'un capital humain est un souhait fort noble, faut-il encore ne pas oublier que Jules Ferry en créant l'école obligatoire répondait aux désirs des entrepreneurs de l'époque qui désiraient des ouvriers sachant lire et écrire pour pouvoir comprendre les consignes données dans les entreprises. Que ce désir, incarné par la notion d'« école obligatoire » ait été subverti par des pédagogues subversifs, comme ceux, entre autres, que les milieux anarchistes ont produit tant et tant, soit, mais ce que chacun demande pour ses enfants, c'est qu'à leur sortie du système éducatif, ils aient un travail qui paie et qui en plus leur plaise. C'est même le leitmotiv familial, rémanent et illusoire: « Travaille à l'école, comme ça tu auras un bon job. »

L'école apparaît souvent dans les discours comme le lieu d'une égalité formelle entre les enfants. Cette affirmation est dans les faits une imposture. On sait bien que le pourcentage d'enfants d'ouvriers continuant des études supérieures n'a pas évolué depuis cinquante ans et, de la même façon, chacun d'un peu informé sait que dans sa ville certains lycées sont pour les enfants des quartiers pauvres et certains pour les riches (pas forcément en argent, mais en culture), que même dans chaque établissement des filières d'excellence existent ouverts à qui en connaît l'existence. Cette inégalité existe depuis fort longtemps, depuis que l'enseignement secondaire s'est ouvert à tous, c'est-à-dire lorsque la scolarité a été rendue obligatoire jusqu'à 16 ans.

Les enseignants seraient au centre des tentatives de refondation du lien social, dit l'auteur. Si cette affirmation est peu agréable pour les autres catégories sociales, prise au pied de la lettre, cela signifie-t-il que le lieu de travail des enseignants pourrait être l'endroit où cette tentative aurait lieu?

Cela me semble une piste intéressante. En occupant leur lieu de travail, en l'organisant afin qu'il ressemble à leurs désirs, les enseignants protégés par leur statut, sans cesser d'enseigner montreraient à tous qu'autre chose est possible, et obligerait le système à évoluer. L'école est peut être le seul endroit où la mise en place de nouveaux rapports sociaux est possible. Encore faudrait-il que la désobéissance civile devienne non seulement un moyen d'action mais une qualité morale.

Pierre Sommer



1. *Le Monde* du dimanche 1^{er} et lundi 2 juin 2003.

une autre école pour un autre monde

En s'inscrivant contre les Raffarin-Fillon-Ferry, le mouvement Freinet défend un autre projet d'école et non un statu quo inégalitaire.



DE NOMBREUX MILITANTS du mouvement Freinet sont engagés actuellement dans la lutte contre les projets Ferry-Fillon qui vont totalement à l'encontre de nos idées coopératives mises en pratiques au quotidien dans nos classes et nos écoles.

La réforme du système des retraites telle qu'on veut nous l'imposer creusera les inégalités et détruira un peu plus les solidarités déjà mises à mal depuis des années par un néolibéralisme dévastateur. Une réforme du système des retraites est nécessaire mais elle ne doit pas reposer sur les seules épaules des salariés, fatalisme généralisé par les médias cachant les alternatives possibles et la réelle répartition des profits.

Le projet de décentralisation brille d'un manque d'ambition criant sur le plan éducatif. Il repose sur une logique basement comptable visant uniquement au désengagement de l'État pour favoriser la concurrence au niveau européen des marchandises et des hommes, sous la pression du Medef et des officines internationales du capitalisme mondial. Il ne peut que renforcer un système déjà profondément inégalitaire, en accentuant les disparités entre collectivités territoriales.

Le mouvement Freinet est engagé depuis toujours dans la démocratisation de l'école et la liberté d'initiative et d'expression pour les équipes et les enfants; mais nous savons aussi, pour en avoir notamment observé les ravages dans le secteur social que la décentralisation qu'on nous propose ne renforcera pas la démocratie, mais amplifiera les inégalités et le pouvoir des potentats locaux.

Mais nous ne sommes pas dans la rue depuis des semaines pour défendre le statu quo!

À l'image de notre société, bien loin du mythe de l'égalité des chances, notre école entretient les inégalités quand elle ne les accentue pas. Trop d'enfants, le plus souvent issus des milieux populaires, sortent aujourd'hui laminés par un système fondé sur la compétition et la sélection par l'exclusion. Trop d'enfants sortent aujourd'hui de l'école exclus des connaissances et de l'accès aux différentes cultures, même les plus proches d'eux. Et ce ne sont pas les simplifications de notre ministre qui résoudront le problème, en appelant à recentrer l'école sur la seule transmission des savoirs.

Pour nous, la question première est là. Même si nous n'avons jamais versé dans l'illusion pédagogique où l'école panserait tous les

maux de la société, nous œuvrons pour qu'elle permette aux enfants et aux jeunes d'appréhender le monde, et qu'elle soit l'outil émancipateur indispensable.

La nécessité de permettre aux enfants, aux équipes, aux parents de se lancer dans un chantier de transformation des pratiques de l'école est pour nous un préalable à toute décision politique. Après, seulement, on pourra envisager d'éventuelles mesures de décentralisation ou de déconcentration comme moyens au service d'un véritable dessein humain.

Mais force est de constater qu'on en est très loin, et que ce qu'on nous propose aujourd'hui ressemble plutôt à de « l'apartheid social ». Voilà pourquoi nous sommes résolus à nous opposer à des projets qui ne peuvent mener qu'au démantèlement du système social encore existant, paupérisant ainsi un nombre de plus en plus élevé de citoyens.

C'est un véritable choix de société qui est en jeu: institution d'« un chacun pour soi » implacable ou réveil salutaire des solidarités et de la justice sociale?

Icem Pédagogie Freinet
www.icem-freinet.info
secretariat@icem-freinet.org

La cochonnerie capitaliste s'engraisse aussi en recyclant salement les déchets qu'il produit. Début juin, une centaine d'associations se sont rassemblées en Vendée pour travailler à des alternatives aux incinérateurs et autres traitements polluants.



déchets et recyclages

C'EST DANS LA RUE que la dynamique nationale des associations investies dans la lutte contre l'incinération des ordures ménagères a fait sa première apparition: le 30 novembre 2002, un rassemblement à Paris revendiquait simultanément devant les ministères de l'Écologie et de la Santé, l'Élysée et Matignon un moratoire sur tout projet d'incinérateur cosigné par plus de 100 associations en France avec 150 pages d'arguments techniques, sanitaires, économiques et sociaux.

Il en faut bien sûr beaucoup plus pour obliger Vivendi, la Lyonnaise des eaux et autres, à renoncer à une source de profits aussi juteux. Conscients que les politiques et le gouvernement sont incapables de s'affranchir de la pression industrielle, les associations anti-incinération, en élargissant leur approche à l'ensemble de la problématique des déchets (associés opposées aux méga-décharges et aux usines de recyclage polluantes), planchent sur les alternatives. Souvent, face aux plans départementaux sur l'élimination des déchets, élaborés par des élus inspirés par l'Ademe et des cabinets conseils eux-mêmes sous l'influence des multinationales, ces associations publient des plans de prévention et de traitement des déchets bien plus intelligents, réalistes et documentés... mais qui ont tous le défaut de rogner les marges bénéficiaires de tous ceux qui ont intérêt à ce que les déchets prolifèrent (production, distribution, traitement). Jugés localement utopiques par les élus quand ils daignent s'y intéresser, ces plans alternatifs sont pourtant généralement une simple application de la loi sur les déchets de 92, qui préconise la réduction à la source, le recyclage et le compostage des ordures ménagères et la récupération des produits toxiques.

Afin d'échanger leurs connaissances et leurs pratiques, afin de porter le débat et les enjeux à un niveau national, ces associations ont tenu les 7, 8 et 9 juin, en Vendée, des assises nationales. Une cinquantaine de délégués ont planché sur quatre ateliers:

- Impact environnemental et sanitaire des installations industrielles (incinérateurs, centres d'enfouissement: surveillance, normes, etc.).

- Solutions alternatives pour le traitement des déchets (collecte sélective, filières de recyclage, compostage, etc.).

- Réduction à la source et prévention des déchets ultimes.

- Stratégies de luttes locales et nationales, aspects juridiques, calendrier de mobilisation.

Les militants qui sont voisins d'un incinérateur (en activité ou fermé) sont invités à faire une enquête sur la dispersion des cendres toxiques (appelées trompeusement « mâchefers ») généralement utilisées en sous-couche routière.

Une grande campagne pour des mesures immédiates de réduction à la source des déchets (en particulier emballages et produits non recyclables) est lancée et à laquelle nous souhaitons associer le plus de militants possible.

Voici le communiqué final du collectif, résumant les principales décisions adoptées*:

À l'issue des assises nationales sur les déchets, le collectif des associations:

- Dénonce les déclarations du 4 juin 2003 de M^{me} Bachelot, ministre de l'Écologie, faisant l'apologie de l'incinération. Cette méthode a fait suffisamment ses preuves de nocivité sur la santé publique. Les déclarations de R. Bachelot ne tiennent pas compte de l'inquiétude

légitime de la population face aux conséquences de l'incinération. Elles sont une véritable provocation.

- Se prononce pour une réduction des déchets à la source (moins d'emballages, compostage, etc.) pour le tri et le recyclage et pour que des mesures énergétiques soient prises dans ce sens.

- Dénonce les centres d'enfouissement techniques illégaux ou surdimensionnés ainsi que ceux qui reçoivent des déchets recyclables.

- Appelle à soutenir les militants d'AC-Clash (Agir contre le chômage). Dans un souci de santé publique, ces inculpés ont débranché l'incinérateur de Fumel qui, malgré l'obligation légale de fermeture, continuait de polluer. Six d'entre eux passent en procès le 17 septembre à Agen à 14 heures.

- Appelle à soutenir la Communauté de communes de la Porte d'Alsace qui depuis dix ans, par une politique volontariste de tri et de réduction à la source, a divisé par cinq la quantité de déchets ultimes sans avoir recours à l'incinération.

Avec l'entrée en fonctionnement d'un nouvel incinérateur dans un département voisin, il leur est imposé de mélanger à nouveau aux déchets ultimes les plastiques triés, qui sont un bon carburant pour l'incinérateur.

- Demande l'abandon du label éco-emballage de la flèche retournée, qui trompe le consommateur en lui laissant croire que le produit sera recyclé.

Robert Latapy

groupe Gard-Vaucluse de la FA

* Pour plus d'informations, contacter: Ici-Rom, c/o Avec, BP 69 34401 Lunel Cedex.

médias et mouvement social

Le traitement radical contre les crises de clairvoyance

Pour tout savoir quand il ne se passe rien
Pour ne rien savoir quand il se passe enfin quelque chose

Médiasitoires®

Les suppôts du pouvoir

Modèle "Radio"
contre les matinées
soucieuses

Modèle "Presse écrite"
contre les journées
de troubles et de tempêtes



Modèle "Télévision"
contre les pénibles soirées
de discussion entre amis

Modèle "Caoutchouc"
contre émeutiers motivés
Modèle spécial fusils policiers

© copyrightes tous 2003

Médiasitoires®
EST UN PRODUIT
DES LABORATOIRES
AB ACCOUTUMANCE

G A R A N T I
100 % PUR OGM

VOIE ORALE, VISUELLE OU RECTALE
POSOLOGIE : 1 À 100 COMPRIMÉS PAR JOUR OU PLUS
POUR UNE EFFICACITÉ MAXIMUM
À S'ENFILER SANS MÉCONTENTEMENT NI PRÉSERVATIF

ATTENTION : CE CI N'EST PAS UN MÉDICAMENT
NE PAS DÉPASSER LA DROGUE PRÉSCRITE



Médias : danger d'intox !

Éric Gava

Écrit « à chaud » après l'intervention de Raffarin, ce texte témoigne d'un enthousiasme qui, a posteriori, peut sembler déplacé. C'est que rien n'était joué ! Depuis, nous avons perdu, en partie parce que le mouvement n'a pas su faire face à l'acharnement médiatique.

QUI NA VU L'INTERVIEW de Raffarin ce vendredi 6 juin au soir sur France 3 ne peut savoir ce qu'est un authentique faux-cul. Œil humide, regard de chien battu, les mains jointes, façon prière, suintant le compassionnel de tous les pores de la peau, la mine contrite, il suppliait les enseignants de cesser la grève, de ne pas toucher au Bac et aux examens. Tout miel et tout sourire, il leur clamait son amour et sa compréhension, il connaissait les difficultés de leur métier, il était prêt à en discuter avec eux pendant toutes les vacances s'il le fallait ! Un festival de bons sentiments ! Un monument à l'hypocrisie et à la bassesse ! À gerber ! Quant à cet ersatz de journaliste lui servant servilement la soupe sans réagir aucunement, il était lui aussi à dégueuler !

Tout en multipliant les caresses et les mamours, mais aussi les mensonges les plus éhontés sur les retraites en particulier, on sentait en filigrane les menaces poindre derrière les appels à la responsabilité, au respect des droits de chacun, sans oublier d'insister lourdement sur les devoirs : il veillerait à l'application des règles de la République (comprendre les lois de l'État), manière de signifier qu'on a le droit de manifester, mais à condition de ne pas sortir des clous.

Car nous y voilà. Depuis quelques jours, on assiste à une vaste et double campagne d'intoxication des médias aux ordres. D'une part, on veut nous faire croire que le mouvement faiblit, que la mobilisation décroît, que les grévistes doutent, etc. La bataille des chiffres sur le nombre de manifestants en est le meilleur exemple. Ainsi, à Marseille, pour prendre le cas le plus flagrant, il y a un rapport de 1 à 10 entre les chiffres de la police et ceux des syndicats ! Partout, on se contente de citer les chiffres officiels quant aux nombres de grévistes, chiffres évidemment révisés à la baisse ! D'autre part, on essaie de jouer la crainte de la radicalisation et de la subversion, façon la « chienlit » de Mai 1968. Ainsi, le mouvement social serait manipulé par l'extrême gauche et autres anarchistes, mais surtout trotskistes, avatar moderne des communistes le couteau entre les dents. En s'appuyant sur des actions plus musclées qu'on déforme à souhait, on essaie de déconsidérer les grévistes et de faire basculer

l'opinion publique, qui leur était jusqu'à présent majoritairement favorable, dans le camp de la peur. Il faut voir avec quelle avidité les micros se sont tendus devant le baron Seillière criant au terrorisme ! Le climat insécuritaire, une grande spécialité des médias... Les deux aspects sont étroitement liés, car il s'agit de démontrer que, si radicalisation il y a, c'est forcément parce que ce sont des actions désespérées de minoritaires qui voient le mouvement s'étioler et se finir. Bien évidemment, on l'aura vite compris, toute cette propagande n'existe que pour contrer l'extension de la lutte. Si cette dernière se radicalise, comme ils disent, c'est tout simplement que les grévistes ont décidé de passer à la vitesse supérieure ! C'est vrai que les perspectives de la grève générale

semblent s'affaiblir, mais, paradoxalement, le mouvement

s'étend à l'horizontale et se renforce. De plus en plus nombreux sont les secteurs qui sont touchés et qui rejoignent la lutte. Certes, comme partout, les grèves sont minoritaires, parce qu'il est très difficile de faire partir une majorité de salarié(e)s en reconductible, mais ces minorités sont loin d'être négligeables et affichent une détermination étonnante, surtout au bout de cinq semaines !

Détermination que viennent renforcer les grandes journées d'action, toujours aussi bien suivies, et très majoritairement, n'en déplaise aux journalistes complaisants avec le pouvoir et déplaisants avec les grévistes. Quant à la radicalisation, elle n'est pas le fait de minorité dans la minorité, de quelques



éléments isolés, elle est portée par toutes celles et tous ceux en grève depuis trop longtemps sans rien voir bouger, sans avoir obtenu gain de cause et qui estiment en toute réflexion que le temps de la gentillesse est passé, et qu'il faut davantage utiliser ses muscles après les avoir montrés. On est donc bien loin de cette image de jusqu'au-boutistes forcés que les médias essaient de faire passer. Les bureaux du Medef qui brûlent, qui sont saccagés ? Autant de faits qui n'ont pas fait pleurer les AG, et c'est rien de le dire ! Ça n'a pas non plus fait beaucoup pleurer par ailleurs non plus !

Cette campagne de désinformation et de dénigrement montre qu'on en est à un tournant et que le gouvernement est désespéré, parce qu'il n'arrive pas, quoi qu'il fasse, à faire rentrer les grévistes, notamment les personnels de l'Éducation nationale, dans les rangs. Il n'y arrive pas, malgré les gênes occasionnées pour les usagers et malgré les batailles médiatiques sur les prises en otage de ces derniers – les sempiternels reportages où l'on a l'impression que toute la France ne fait pas autre chose que vouloir prendre le train – à faire basculer l'opinion en sa faveur. Comme en 95, le monde du travail et les classes populaires ont de la sympathie pour le mouvement actuel, parce qu'ils comprennent bien que quelque part et quoi qu'en disent les télévisions, les radios et les journaux, ce combat est aussi leur, que les enjeux les concernent aussi, que les choix de société couverts par ces derniers seront en leur défaveur en cas de défaite des grévistes.

Le pouvoir joue l'écran de fumée du report de la décentralisation et de l'autonomie des universités, peine perdue ! Il sort de son chapeau la carte « Magic Sarkozy », rien n'y fait : les grévistes veulent du concret sur leurs revendications, des réponses claires et non dilatoires, et ne se laisseront pas embobiner par la personnalisation du conflit, comme avec

Allègre. Il essaie de jouer la montre, la lassitude, le pourrissement, mais pour l'instant, ça ne marche pas, la grève s'inscrit en force dans la durée. Il tente d'utiliser la question des examens, mais il n'est pas sûr que cela va se retourner contre les grévistes et non contre lui. Il veut jouer la division, en mettant de côté les régimes spéciaux de retraite, encore raté ! Manque de chance pour lui, la privatisation et la mise en concurrence annoncées de l'électricité et du rail font que les cheminots, les électriciens et les gaziers ont compris qu'eux aussi passeraient à la casserole s'ils demeuraient les bras croisés. Reste la piste de la répression, mais, là aussi, le souvenir des infirmières matraquées ou de la mort de Malik Oussekiine et des désastres dans l'opinion qui s'ensuivraient lui retiennent la matraque. D'où la nécessité, s'il décidait d'y recourir, de bien préparer l'opinion, sans pour autant la certitude d'avoir partie gagnée...

On le voit bien, la lutte ne va pas s'arrêter en si bon chemin. La construction du rapport de force ne peut plus se faire uniquement en terme de nombre de grévistes défilant gentiment dans les rues mais doit inclure également leur pouvoir de nuisance. Il faut maintenant frapper à la caisse, gêner la production, faire perdre du pognon à l'État et au patronat. Cela passe, le mouvement l'a bien compris, par des piquets de grève, par des occupations diverses et variées, par du sabotage, par le boycott, par du blocage, par du encore plus spectaculaire ou du symbolique, par tout ce qui peut contribuer à arrêter et bloquer la machine ! Alors, un grand oui aux « actions dures », si elles sont décidées démocratiquement par les AG, revendiquées par elles et mises en places par les acteurs eux-mêmes du combat social, afin de garantir tout risque de provocations policières. Et ce, tout en continuant à essayer encore et toujours la généralisation de la grève, à informer les populations, à combattre les désinformations véhiculées par les médias – il y a du boulot et pas qu'un peu – à expliquer le pourquoi et le sens des actions. En 68, les affiches au Quartier Latin écrivaient (à propos du journal télévisé) : « La police vous parle tous les soirs. » Aujourd'hui, sur les murs de la zone industrielle de Rouen fleurissent d'anonymes : « La télé ment... »

E.G.

Folliculaires « citoyennistes »



« Le journalisme, ce n'est pas une science mais un art, c'est-à-dire un mélange de techniques et de bricolage. »

Andreas Freund

Anne Vernet
Valérie Minerve Marin



Cultures cellulaires. En haut: neurones géants d'aplysie.

La SOCIAL-DÉMOCRATIE relookée en citoyennisme qui semble vouloir renvoyer aux poubelles de l'histoire l'idée d'émancipation sociale et d'auto-organisation se trouve visiblement peu à peu dépassée par les événements. Anarchistes, communistes libertaires, anarchosyndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, existent, persistent, et leurs idées font leur chemin. Alors, si d'aventure, quelques « citoyens » se laissent séduire par un autre modèle de société que celui qui consiste à « maîtriser la globalisation », hors de question pour les petits chefs d'apparaître à la remorque des libertaires. Le prosélytisme déployé par leurs plumitifs est éloquent. Ainsi Politis.¹ Devant la nécessité de trouver un ersatz à leur projet de « régulation » du capitalisme, le label d'« autogestion » a été décerné lors du contre-sommet d'Évian au Village intergalactique (Vig)... financé en partie par l'État chiracien, la Mairie de Paris et le PCF (Mairie de Saint-Denis). Rien n'est antinomique ni impossible pour qui veut, coûte que coûte, occuper l'espace social et racoler tout esprit flottant, en supplantant les libertaires au moyen de l'habituel épouvantail « anarchiste ». L'édifiante définition de l'autogestion donnée par un étudiant de Science-Po (participant au Vig): « L'autogestion, c'est gérer démocratiquement les ressources dont on dispose, sans forcément produire nos propres ressources », ne réussit-elle pas ainsi la prouesse d'établir clairement le concept « révolutionnaire » d'autogestion écoloreformiste? Telle est bien la rhétorique consensuelle apte à séduire les amateurs de révolution « douce », « bon enfant » et n'en doutons pas « festive ». Cette logorrhée dispense d'approfondir un sujet que les journalistes de Politis ne maîtrisent, pour l'essentiel, que du point de vue de la doxa citoyenne,

révéant par là leur incapacité à faire un vrai travail de professionnel. On est bien dans le cas de la « mésinformation » telle que la définit Andreas Freund.³ Or, lorsque l'on tient compte, comme nous le rappelle cet auteur, que l'information « exerce une influence [...] sur celui qui la reçoit régulièrement – une influence qui le conditionnera par accumulation, jusqu'à modifier ses idées et son comportement avec elles »⁴, on pourrait être étonné par la façon dont le « reportage » de ces deux journalistes est mené: après avoir consacré l'essentiel de leur article à l'éloge du Vig, ils nous apprennent enfin qu'il existe un autre lieu de rassemblement: le « Village anti-capitaliste, alternatif et antiguerre » (Vaaag) animé par les « radicaux ». Ce mot piégé, fourre-tout, à la connotation politicienne, contribue à la « mésinformation » d'une manière très pernicieuse, en véhiculant l'idée contradictoire d'un vague conformisme liée à celle d'un regrettable extrémisme marqué cependant comme obsolète. Ces soi-disant « radicaux » réunissaient libertaires, communistes libertaires, anarchistes, anarchosyndicalistes et syndicalistes révolutionnaires. Mais, les deux contempteurs le concèdent tout de même, ces militants seraient « tout aussi » préoccupés par l'actualité » et, au Vaaag, « "là aussi", les expériences sont alternatives et autogestionnaires ». C'est le monde à l'envers, mais qu'on se rassure: au Vig, « "au-delà" des préoccupations autogestionnaires, les jeunes militants sont aussi "ancrés dans la réalité". Les retraites, la réforme de l'Éducation nationale sont les sujets de débats des ateliers ».⁵ L'autogestion ne serait au fond rien de plus qu'une « préoccupation » relevant des tourments de l'âme ou de l'utopie. En réalité, il s'agit bien plutôt de récupérer le concept en vogue parmi les militants du PSU et de la

CFDT dans les années 60, slogan forgé par les « nouvelles couches moyennes intellectuelles et techniques » pour revendiquer leur participation à la gestion de la société bourgeoise.

Pour l'Humanité⁶ également, le Vig est « autogéré » et a pour « voisins » les « libertaires du Vaaag ». Ce qui est nouveau, par rapport au contre-sommet de Gênes, où tous se qualifiaient d'« anti-mondialistes » (aussitôt assimilés par « les médias bien-pensants » à des « groupuscules ultra »), est que les villages du contre-sommet d'Évian n'unissaient que des « altermondialistes » en « rupture avec la mondialisation capitaliste mais "participant" au premier chef à l'élaboration de solutions alternatives à ces politiques néo-libérales ».

Dans cet écart d'anti- à alter- a donc fleuri comme par enchantement la raison. D'amalgame en oxymore, d'utopie en voisinage, de « rupture participative » en « révolution réformiste », le brouillage topologique est réussi : qui est qui, qui pense quoi et propose quoi dans ce salmigondis – on n'en saura pas davantage sinon que « paillettes sur la joue, assorties au vernis bleu de sa main droite, un militant de "l'écologie radicale et de l'anarchie" (sic) trouve que [...] l'alternative, c'est d'arrêter de travailler » (Politis, 5 juin 2003).

Toutefois, l'unanimité de la presse progressiste « de gauche » semble se faire sur un point : « Les anarchistes privilégient l'action. » Ainsi, Politis rapporte « qu'un copain du Vaaag » vient lui aussi faire une annonce à l'AG : « Il y a une réunion du PS à Annemasse [...] On organise une action et on y va maintenant. »⁷ Aussi surprenant que cela puisse paraître, c'est le Monde qui se fera l'écho d'un véritable couac entre Vig et Vaaag : lors de l'assemblée générale de la préparation de la manifestation du 1^{er} juin, en présence de Christophe Aguiton et de Bernard Cassen : « Une centaine de jeunes militants du mouvement No Border envahit la salle » et, « renforcée sans cesse par de nouveaux arrivants », poursuivra Bernard Cassen « dans les couloirs au cris de "Chirac, Attac, même combat, Attac partout, Action nulle part" ».⁸

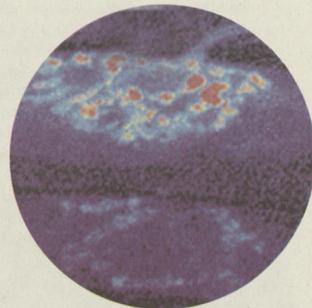
Pour Libération, le Vaaag est un repaire « arpenté » par les tenants de l'anarchisme pur. Ou nourri de marxisme revu et corrigé par les libertaires.⁹ Au Vig, les « enfants du zapatisme et du sous-commandant Marcos » (sic), les écolo-warriors, les Tutte blanche, le MIB, Greenpeace, le G10, la LCR et d'autres encore. Mais, si le Vaaag n'accepte toujours pas « qu'un débat soit pollué par les politiques » (ainsi la venue de Voynet à un débat du Vig), il ne faut plus y voir « les archéos, les méchants, les radicaux qui flirteraient avec l'action directe parfois violente ». Hélas, parmi les « anarcho-arpenteurs » du Vaaag, « quelques militants de la CNT (syndicat anarchiste), remontés comme des coucous suisses, ont grillé la priorité à la tête du cortège »... Ce qui est, là encore, pure désinformation, puisqu'il était entendu que le groupe des grévistes de l'Éducation prendraient la tête de la manifestation, et que c'est

à ce titre que la CNT est venue imposer le collectif Réseau des Bahuts en tête du cortège. Mais, pire, les « éléments autonomes » coupables d'avoir inondé le service d'ordre du PS « d'urine et d'excréments » avaient « fomenté la veille » cette « opération kamikaze » au Vaaag.¹⁰

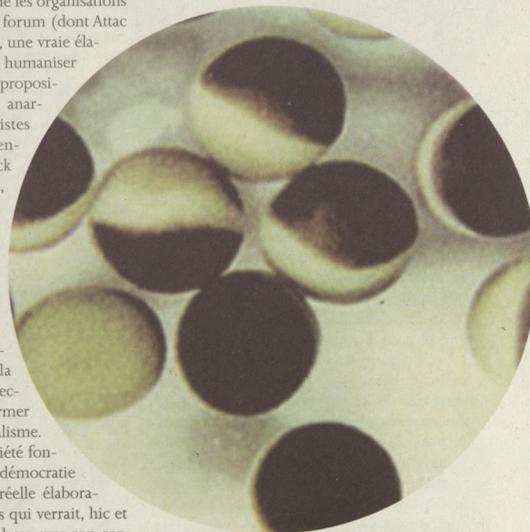
Au Vig la pensée, responsable, adulte, d'initiatives « autogérée », au Vaaag l'action « vague », erratique.

Mais ne désespérons pas, on nous aime, tout « emmerdeurs » que nous soyons, « zéloteurs de la violence symbolique », « trouble-fête qui perturbons les rassemblements responsables » et « effrayons les honnêtes citoyens », Bernard Langlois ne peut se « défendre » d'éprouver pour nous « une certaine tendresse »... car « le monde est tellement dégueulasse ».¹¹ N'est-ce pas ?

Dès qu'il s'agit d'imposer comme légitimes leurs représentations du monde social et d'améliorer la position de leur groupe d'appartenance, la presse « de gauche » progressiste¹², du Diplo à Politis en passant par Charlie Hebdo (entreprises commerciales par ailleurs) se comporte comme les médias dominants. L'information devient propagandiste, voire parfois mensongère. Un bref retour en arrière sur les événements de Gênes (juillet 2001) révélait déjà de manière exemplaire l'intérêt des agents en présence (porte-parole légitimes, intellectuels, journalistes, etc.) : considérant les anarchistes comme « manifestants illégitimes », c'est sans aucune analyse ou information objective que ces journaux glosaient sur les pratiques et l'idéologie libertaires. Pour Politis, « les cagoules », n'avaient pas la moindre légitimité : « On n'ose pas imaginer de quelle société ils peuvent rêver ! » On pouvait lire, en revanche, que les organisations citoyennes du Genoa social forum (dont Attac est membre) avaient « elles, une vraie élaboration démocratique » : « humaniser le capitalisme » (sic). Les propositions politiques concrètes anarchistes et syndicalistes révolutionnaires que défendent d'ailleurs aussi les Black Blocs (autonomie ouvrière, lutte des classes, refus de la délégation, auto-détermination des fins et auto-organisation des moyens, autogestion, refus du capitalisme, de l'argent, des États, du patriarcat, du sexisme, etc.), étaient et restent une hérésie pour la « petite bourgeoisie intellectuelle » qui souhaite réformer et non pas abolir le capitalisme. Loin d'elle l'idée d'une société fondée sur le principe d'une démocratie directe consistant en une réelle élaboration collective des décisions qui verrait, hic et nunc, la disparition de sa classe avec son cortège de privilèges.¹³ La structure d'Attac,

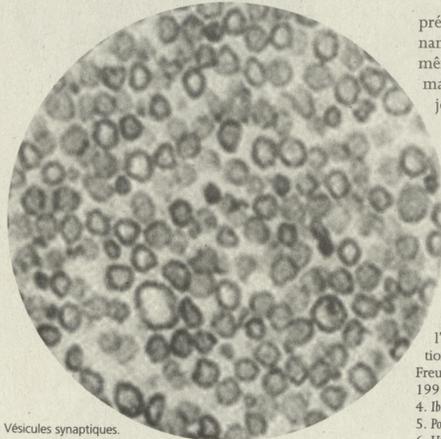


Jonction neuro-musculaire.



Oocytes de Xénope.

verrouillée et hiérarchique, exprime fort bien l'idée de démocratie « directe » que prônent ses responsables. Le collège des fondateurs est composé à 85 % par des organisations et pèse pour 60 % des voix au conseil d'administration. Pour y rentrer, une personne doit être cooptée et élue par les 2/3 des fondateurs.¹⁴ Par ailleurs, l'opuscule publié par l'association en janvier 2002 brille par son absence de références au social (chômeurs, sans-papiers, etc.) et aux lois sécuritaires.¹⁵ La proximité entre Bernard Cassen, l'ancien président d'Attac, aujourd'hui responsable des relations internationales, et Jean-Pierre Chevènement, dont on se souvient des lois sur l'immigration et la sécurité, est connue. Les types d'économies solidaires ou autres « alternatives » qu'Attac propose – coopératives agricoles, mutuelles, commerce équitable, etc. – ne remettent pas en question l'économie de marché. Selon ce projet, s'opposeraient deux formes de croissance: une mauvaise et une bonne.¹⁶ Or, dans la mesure où le terme de « croissance » ne



Vésicules synaptiques.

désigne en réalité rien d'autre que l'accumulation, on conviendra qu'il ne saurait exister de « bonne » accumulation. Enfin, Attac, qui se réclame de « l'Éducation populaire » ne s'adresse pas pour autant au peuple et encore moins aux geux. Pour participer à son université d'été, il est nécessaire de déboursier 300 euros, si vous n'êtes pas membre de l'association, outre l'hébergement et le voyage. Qui plus est, pour saisir le jargon de ses penseurs, il est préférable d'être doté d'un certain capital culturel. Il n'est d'ailleurs pas surprenant que la plupart des adhérents d'Attac soient des cadres, des étudiants, des enseignants. Lors d'un débat à l'auditorium des Halles (hiver 2000-2001), Ignacio Ramonet donnait pour réponse à une personne qui avait le courage de lui avouer ne pas toujours comprendre les infos du Diplo que l'équipe faisait déjà beaucoup d'efforts pour rendre accessible leur publication au plus grand

nombre, mais qu'il ne pouvait déceimment pas adopter « un niveau de sixième ».

Difficile de trouver meilleure pédagogie! Pierre Bourdieu, leur tête pensante et « chef de file »¹⁷, ne disait-il pas pourtant qu'il revenait aux « dominants » de réduire la distance qui les sépare des « dominés »? Pour autant, le même Bourdieu traitait de « cons » les jeunes du Val-Fourré (Mantes) qui ne voulaient pas lire Abdel Malek Sayad. Pour les chantres de la sage voie réformiste, qui n'aboutira jamais, dans le meilleur des cas, qu'au capitalisme d'État, mettre en œuvre – et surtout en partage – les principes dont ils se réclament est sans doute tâche difficile. L'égalité républicaine a ses limites: « Elle s'arrête là où commence l'élitisme néo-petit-bourgeois ».¹⁸ Bakounine, qui, lui, considérait « comme un enseignement mutuel et fraternel » l'éducation des masses populaires et dont l'objectif était de « former des hommes libres », était un des orateurs révolutionnaires les plus écoutés de son époque par le peuple.

Nous en sommes bien loin. Gardons présent à l'esprit que les médias, partie prenante de la fondation d'Attac, sont ceux-là mêmes qui traitent et diffusent les « informations » qui nous concernent et que le jour où ils se constitueront en représentants légitimes, voire légitimement élus, de la « bonne dominance » n'est peut-être pas loin.

V.M.M. et A.V.

1. Politis, 5 juin 2003.

2. Politis, *ibid.*

3. « La "mésinformation" couvre un domaine plus large que la "désinformation" [...] car elle inclut également l'induction en erreur involontaire, innocente et conditionnée de loin, laquelle explique, sans nécessairement l'excuser, une bonne partie de ce qui dysfonctionne dans l'information médiatique », in Andreas Freund, *Journalisme et mésinformation*, La Pensée sauvage, 1991.

4. *Ibid.*, p. 52.

5. Politis, *op. cit.*

6. *Humanité* hebdo, 31 mai-1^{er} juin 2003.

7. Politis, *op. cit.*

8. *Le Monde*, 2 juin 2003, p. 4.

9. *Libération*, 31 mai-1^{er} juin 2003, p. 8.

10. *Libération*, 2 juin 2003, p. 6.

11. Politis, *op. cit.*

12. Rappelons que le *Monde* diplomatique, Politis et *Charlie Hebdo* entre autres, sont membres fondateurs d'Attac.

13. Plusieurs journalistes du *Diplo*, de *Charlie Hebdo* cumulent ou ont cumulé deux emplois et donc deux salaires. Bernard Cassen s'étonne que les chômeurs ne soient pas encore adhérents de son association. Les raisons de cette réticence sont pourtant faciles à démontrer.

14. Lire également à ce propos *Countout alternatif*, hors-série n° 9, 2^e trimestre 2003.

15. Rappel: les 144 parlementaires d'Attac ont voté sans broncher la loi sécurité au quotidien (LSQ).

16. À la différence de Bakounine, pour qui, une véritable réforme économique avait pour but de délivrer les travailleurs « du joug du capital et des propriétaires ».

17. Patrick Champagne cité par *Libération*, 6 juin 2003.

18. J.-P. Garnier, L. Janover, « Je réécris ton nom Révolution », Paris-Méditerranée, coll. Les Pieds dans le plat, à paraître.



Neurone pyramidal (cortex).

Halte à la censure !

EH OUI, il ne fait pas bon de décrire la réalité dans cette société où les censeurs et autres pétaïnistes se multiplient et fleurissent comme la rose en 1942. Aujourd'hui, dire la vérité est suivi automatiquement d'une répression, qui se manifeste par des licenciements arbitraires (telle est ma situation) ou d'emprisonnements, ce dont sont victimes nos camarades José Bové, Riesel et Yves Peirat.

Pire, ces collabos nostalgiques du régime de Vichy s'emparent de nos moyens d'expressions (journaux, radios, musiques, etc.). On ne compte plus le nombre de journaux satiriques et de chansons (Brassens, notamment) qui ont fait l'objet de la censure.

Tout cela est régi par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Quand on voit où ces moralistes finissent !

Autre censure, l'Éducation nationale. En effet, elle n'a pour but que de formater les élèves, soit à être de futurs dirigeants (donc noyés dans le moule républicain), soit pour les plus pauvres et les contestataires du système éducatif, à devenir manœuvres, exécutants ou tout simplement à occuper des emplois précaires, sorte de sous-prolétariat.

Ceci est la conséquence du non-développement d'analyses critiques, donc du non-apprentissage de la lutte des classes, ce qui mettrait certains « professeurs » notables au pied du mur.

Heureusement, certains enseignants et certains membres de cette institution gangreneuse (État dans l'État), résistent aux directives des académiciens et autres personnes nauséabondes. Contre cela je proclame la vraie école, celle de la rue, car on n'y discute pas, mais on s'y bat !

Où va-t-on ? Avec la technicité de plus en plus sophistiquée, ils réussissent à nous fliquer à distance. Nous voyons la multiplication des caméras de surveillance (la liste de Schindler reste d'actualité).

« Peuple! travaille, ferme-la, consomme et vote pour qu'on ait un pouvoir sur toi. Car, bien entendu, tu n'es pas capable d'avoir des prises de conscience, d'analyser, de te comporter dignement. Rien de tout cela. C'est pour cela que nous sommes là pour te guider dans le droit chemin de la judéo-chrétienneté. »

Nous devons donc nous remettre en cause, et nous poser les problématiques suivantes :

Quel sens donnons-nous à nos vies ?

Quel est le rôle de la démocratie ? (cette chose abstraite imposée depuis deux siècles par la canaille républicaine comme disait notre camarade Desproges)

C'est pour cela qu'il faut contrer toutes sortes de fusions et autres collaborations envers la classe possédante, y compris certains partis « d'extrême gauche » bourgeois se décolorant vers le rose avec le temps.

Brûlons les drapeaux nationaux et crachons à la face des nations ! Proclamons le désordre et l'insoumission ! Agissons, désobéissons !

Léo Ferré a écrit : « Le désordre, c'est l'ordre moins le pouvoir. »

« Un homme qui ne se rebelle pas n'est pas un humain mais un esclave. »

Face à la censure et autres dictatures, une seule solution : **le combat !**

Nicolas

CNT, section BNF
groupe FA d'Ivry



« Les mensonges de l'image » : droit de réponse

Nous sommes un collectif de personnels en grève reconductible depuis le 3 avril, travaillant dans un collège de Zep, classé sensible, à Toulouse.

Nous avons, entre autres, participé à la manifestation à Rodez lors de la venue dans cette ville de MM. Ferry et Darcos.

La façon dont les médias, notamment les journaux télévisés, ont rendu compte de cette journée ne nous paraît pas objective et nous exigeons un droit de réponse.

Nous faisons particulièrement référence au reportage de France 2, dans lequel apparaît un de nos collègues jetant la « lettre de propagande » de Luc Ferry.

Nous n'acceptons pas que cette image ait été sortie de son contexte :

– Où est la banderole dont nous étions porteurs et qui affirme que « l'école n'est pas une marchandise » ?

– Où sont les images montrant la réelle ampleur de cette manifestation (4 000 personnes au moins et non « quelques dizaines ») ?

– Pourquoi ne pas avoir accompagné cette image des interviews réalisées par les journalistes présents ?

– Pourquoi avoir placé les caméras uniquement du point de vue des forces de l'ordre et jamais de celui des manifestants ? Suite à cette première « bavure » de France 2, une équipe de cette même chaîne s'est présentée dans notre établissement le jour d'un piquet de grève ; elle a demandé l'autorisation de nous filmer en précisant vouloir des images pour le journal de 20 heures, mais que « le fond leur importait peu » !

Nous avons refusé cette approche, une nouvelle fois tronquée, de l'information qui devient alors de la manipulation.

En conclusion, nous dénonçons l'utilisation abusive de l'image de notre collègue, image qui est passée en boucle sur plusieurs chaînes de télévision : France 2, France 3, Canal + (Zapping), France 5 (Arrêt sur images). Aucun de ces médias n'a eu l'honnêteté et la décence de lui demander son accord pour diffuser et exploiter ainsi son image. Nous exigeons aussi qu'elle soit replacée dans son contexte, celui d'une lutte et d'un mouvement collectifs dont nous sommes porteurs depuis plusieurs semaines. Nous souhaiterions donc qu'un représentant de France Télévision vienne nous rencontrer afin que nous puissions exercer collectivement notre droit de réponse.

Le Collectif des personnels grévistes du collège de La Reynerie à Toulouse

Enrico Baj le seul « satrape » que l'on regrettera

ENRICO BAJ EST MORT le 16 juin à 2 heures du matin. Il va manquer aux copains italiens, il va manquer à celles et à ceux qui aiment la peinture, il va manquer à qui avait eu la chance de croiser son chemin. Enrico Baj, c'est un peintre anarchiste, très célèbre en Italie, moins en France où il fallait être féru d'art contemporain ou anarchiste pour le connaître. Son œuvre, vaste, belle, drôle, a parfois valu à ce « satrape » du Collège de Pataphysique d'être censuré, vraiment censuré, avec débarquement de commissaires de police pour fermer la galerie où on l'exposait. Il n'a pas mâché ses coups

de pinceau dans les *Funérailles de l'anarchiste Pinelli*, dans *Nixon Parade*, dans *Berluskaiser*, dans les *Généraux*. Il n'a pas non plus mâché ses mots dans la dizaine de livres qu'il a écrits, souvent d'une drôlerie et d'une férocité qui, chez les peintres, ne se retrouve qu'avec Picabia ou Dubuffet. Plus fertile encore dans sa vieillesse comme tant de grands peintres, il continuait à enrichir son œuvre, exposant à Paris l'année dernière et à Nice cette année.

Ciao amico, già ci manchi...

JMT

Une pierre est posée sur la tombe de Carlo Giuliani

« Où il y a un tribunal, il y a de l'injustice », Tolstoï

LES CARABINIERS Placanicca et Cavataio, accusés de la mort de Carlo Giuliani, ne passeront même pas en jugement: l'affaire, comme on dit, est close. Le juge de la République, Franz, a en effet décidé de classer l'affaire en déclarant les deux accusés non coupables. Placanicca avait tiré en légitime défense et Cavataio, qui au volant du véhicule, était passé à deux reprises sur le corps de Carlo, n'aurait aucune responsabilité dans la mort de ce dernier. Nous n'avions jamais eu d'illusion sur un épilogue différent. Non seulement car nous n'avons aucune confiance dans la justice d'un État qui, après avoir mis en place le piège de Gènes, avait donné l'ordre de tirer sur quiconque se serait opposé à la police et à l'économie incarnée par le G8; mais nous avons également la conviction que les deux carabinieri n'avaient eu qu'un rôle de pions dans un jeu trouble qui les dépassait amplement. Sur la place Alimonda, ce tragique vendredi 20 juillet, se sont produits des événements qui n'ont pas encore été éclaircis. À commencer par la dynamique des affrontements, mais également sur qui ont été tirés les coups de feu mortels, combien de coups ont été tirés et qui était au volant de la voiture. On est maintenant sûr de la présence sur la place des spécialistes de la contre-guerilla appartenant au bataillon des carabinieri parachutistes « Tuscania ». Les déclarations ambiguës de Placanicca ont en effet plusieurs fois fait allusion à d'autres protagonistes restés dans l'ombre: « on s'est servi de moi pour couvrir la responsabilité d'autres... Ce n'est peut-être pas moi qui ai tiré. » De telles déclarations devaient être si brûlantes que le commandement général de l'armée décide d'ouvrir une procédure disciplinaire contre Placanicca. Aujourd'hui, on a mis une pierre sur la vérité officielle et peut-être que beaucoup auront un soupir de soulagement.

Le juge a ordonné la restitution aux deux carabinieri de leur arme et de leurs munitions mises sous scellés, et aux parents de Carlo Giuliani, de ses effets personnels.

L'État ne se fait pas de procès à lui-même: nous le savions déjà.

Traduit de *Umanita Nova*, hebdomadaire de la FAI, du 11 mai 2003

Et après... Alain Aurenche

LA PREMIÈRE FOIS où j'ai vu Alain Aurenche sur scène, c'était vers la fin des 70's à la MJC de la place Mâlus, à Bourges, très active et toute petite salle où les artistes étaient de plain-pied avec un public fervent et motivé, disparue depuis par la grâce d'édiles de droite... Me restèrent de cette prime rencontre le souvenir d'un auteur-interprète dont l'ampleur de la voix et la force d'expression étaient en parfait accord avec la virulence des mots et la pertinence des thèmes; le souvenir de quelques chansons constituant la geste de marginalités ostensiblement proclamées: son *Miserere* pour messire de Rais et ce genre de cantique impie en louange à certaine associativité (« Il était belle, elle était belle, à faire de la vertu un vice... »).

Depuis cette époque, j'ai souvent revu Aurenche, à l'occasion de divers galas de soutien, comme on dit, et lors des soirées du 14 juillet au Trianon pour célébrer la mémoire de Ferré. Où sa grande gueule, désormais burinée à l'instar de celles d'Astier ou de Debattiste, faisait toujours de l'effet, dans l'imprécation comme dans le dithyrambe. Mais j'avais tout raté de sa discographie, depuis « *L'enfant mutant* » (30 cm, RCA, 1982) jusqu'au CD live au théâtre Jean-Vilar de Vitry en 1996. Et puis voilà « *Et après...* », enregistré en septembre 2002 au Forum Léo-Ferré.

Douze chansons, quarante-sept minutes, mots d'Aurenche et musiques de Christophe Brillaud et Jean-Luc Debattiste, piano de Christophe Brillaud et guitare de Sylvain Tarrago (accordéon, violoncelle et saxophones « en re-recording »); voilà pour les données objectives. Il y a peu dans ce disque d'accès revendicatifs ni d'accents militants. Rien d'abrupt ni d'intransigeant. De la satire certes (Sans pitié, dans une veine anticléricale et grivoise assez traditionnelle; *Top model*, avec une verve parodique bien réjouissante; un *Cabot* qui ne va pas jusqu'à l'autodérision). Certes des mélancolies d'ancien adolescent (*Ado retro Satanas*, Élodie), thème maintes fois décliné, entre maints autres par Brassens (*Le père Noël et la petite fille*) et Ferré (*Petite*). Mais surtout, m'a-t-il semblé, des airs de maturité où la nostalgie s'accommode mal des nécessités du temps, où les choses étant ce qu'elles sont ravivent une colère native que rien jamais ne bridera. « Nous prendrons le temps d'errer/D'hésiter aux carrefours/Nous prendrons le temps d'aimer/Et de nous tromper d'amour » (*Le chemin du grand silence*), mais nous aurons toujours, au tréfonds, assez de révolte et de dévouement pour que les rêves restent à portée de main, ainsi que se conclut la chanson éponyme *Et après...* Et Aurenche ainsi parmi nous: une voix indéfectible, un compagnon de premier gré.

François Barillet

« *Et après...* », édité et produit par Grand Large, 10, avenue de Brugherio, 43000 Le Puy-en-Velay. Se trouve bien sûr à la librairie Publico, 20 euros.

les marchands au pouvoir

Heike Hurst



Uzak, de Nuri Bilge Ceylan

Cannes 2003

« Boudée par les professionnels, méprisée par la critique, cette compétition a perdu toute signification artistique et commerciale », disait Truffaut en 1958 à propos du Festival de Cannes.

Cette 56^e édition n'était pas loin de correspondre à ce verdict. Peut-être n'était-elle pas différente des autres, mais pour la première fois apparaissaient au grand jour les questions soulevées par l'importance de l'intervention des maîtres du commerce des images dans la sélection officielle. Des questions émergeaient : qui fait partie des sélectionneurs des films français du Festival de Cannes, qui sont ces critiques aux choix médiocres, voire

désastreux, quels professionnels, distributeurs, producteurs, etc. décident en fin de compte des films sélectionnés ? Quand tout le monde en parle, on ne peut plus parler de rumeurs : comment se fait-il que Luc Besson (producteur des deux films) arrive à imposer les Côtelettes de Blier en compétition, en faisant un chantage : si vous ne me donnez pas satisfaction, je ne vous donne pas *Fanfan la tulipe* en ouverture ! Et pourquoi *Fanfan* ?... Sûrement pas pour le film, une plaisanterie franchouillarde où l'on plaint Vincent Perez d'être dans cette galère alors qu'il se bat avec beaucoup de panache, mais probablement pour avoir une star (américaine) en ouverture, à savoir Penélope Cruz.

Les films inutiles, voire paresseux

Les *Côtelettes* fait partie de cette nouvelle catégorie découverte à Cannes, cette année, les films inutiles, les films pas du tout inventifs, paresseux, qui caractérisaient cette 56^e édition. Voici un exemple pour traduire le niveau de réflexion du film de Blier : l'homme de gauche est défini comme celui qui nettoie sa merde derrière lui alors que l'homme de droite est celui qui la laisse pour la faire nettoyer par un(e) employé(e), un(e) autre.

Dans cette nouvelle catégorie, films paresseux, passons vite sur le remake inutile *Fanfán* ; puis parlons du film les *Égarés*, film qui pourrait montrer les 24 heures dans la vie d'une femme pendant l'exode en France, alors qu'on sent que Téchiné n'ose pas réellement faire les 24 heures de la vie d'un garçon qui n'a connu que la prison ; Pupi Avati travaille des thèmes qui lui sont chers, la beauté, la laideur, l'enseignement, on pense à la *Girata scolastica*, mais il se perd dans les démonstrations inutiles alors qu'il aurait dû finir son film sur une note délicate et non pas sur « l'alouette » chanté à tue tête... Hélas, des noms prestigieux ne garantissent rien : Peter Greenaway avec *The Mob Story* d'un ennui virtuel prononcé ; Kurosawa Kiyoshi avec *Akarui Mirai* (*Bright future*) qui, à part la belle image d'une belle méduse colorée mais toxique, rate sa mise en scène quand il s'agit de donner vie et profondeur aux personnages... Miller se pastiche lui-même avec la *Petite Lili*. Il devrait vraiment faire un break, aller à la pêche avec son pote Marielle qui est comme toujours délicieux. Même Ozon est devenu paresseux : le succès des *8 Femmes* lui est monté à la tête. *Swimming pool* est un des Ozons les plus faibles, mais il a été vendu dans tous les pays !

On a vraiment l'impression que l'industrie du cinéma doit tourner, donc, on tourne n'importe quoi ou presque. Pourquoi ne pas réduire le nombre de films en compétition, quand il n'y en a pas assez qui peuvent

soutenir l'exigence liée au prestige du festival, des auteurs et du cinéma tout court ?

Des films remarquables étaient d'ailleurs relégués dans « un certain regard » : le plus beau était sans doute *En jouant dans la compagnie des hommes* un film de Desplechin qui joue sur l'ambiguïté du titre de son film : c'est à la fois du cinéma, une répétition d'une pièce de théâtre, une réflexion pertinente sur l'argent, sur un marchand d'armes, sur la difficile filiation entre un père et son fils adoptif. Un père à la peau blanche et le fils adopté, magistralement interprété par Sami Bouajila, à la peau basanée. Film sur la réconciliation d'antagonismes ? Sur la méfiance profonde qui est de mise dans ce genre de milieu du fric, des armes, des tractations à coups de stock options etc. ? À nous de voir. Il y a évidemment les victimes de ce système, un Noir, une femme, Hamlet et Ophélie n'ont plus besoin de Shakespeare : ils meurent toujours d'une méprise. Un autre film est aussi fort dans la démonstration, en Iran aujourd'hui, victimes d'improbables luttes de classe : *Crimson Gold* (Sang et or) de Jafar Panahi. Le scénario brûlot a été écrit par Abbas Kiarostami qui a mis dans ce film toute sa rage contre l'injustice sociale, l'hypocrisie du pouvoir (symbolisé par la police) et les nouveaux riches.

Quand Faouzi Bensaïdi raconte des bribes de son enfance et le Maroc d'aujourd'hui dans *Mille Mois*, nous saisissons toute la difficulté inhérente à la lutte incessante pour survivre sans renoncer à soi-même. L'hypocrisie de la religion est dévoilée, le fanatisme épinglé. La *meglio Gioventù* de Marco Tullio Giordana est une fresque de six heures sur les trente dernières années en Italie : un film complexe où l'histoire de deux frères révèle toute la joie et la difficulté de vivre, sans escamoter la réalité des luttes en Italie. Produit par la Rai, le succès obtenu à Cannes garantira à ce film fleuve une distribution cinéma.

« Mes héros de *Rêve de singe*, Depardieu et Mastroianni représentent les derniers gentils

avant les barbares » (Marco Ferreri). Entre cette déclaration de Marco Ferreri et les *Invasions barbares* de Denys Arcand se sont déroulées pas mal d'années, mais le propos de Denys Arcand reprend en quelque sorte ses paroles en affirmant que le déclin de l'empire américain continue, même à l'heure des invasions barbares. Voici un film qui a très peu d'images de cinéma, mais qui est réellement riche en phrases inoubliables, tournures drôles et percutantes. On assiste médusé au feu d'artifice d'un parolier pas encore atteint par le caillou de sang que nos tables riches en bonne nourriture auraient dû déposer dans son organisme. Malgré nos rires, il faudra bien admettre que l'homme au centre du film, historien et professeur, va mourir. Et aussi que cet homme nous incite à ne rien oublier, à garder la mémoire et les manuscrits, menacés par... voir plus haut... Le déclin, beaucoup de films en parlent : Lars von Trier traite lui aussi, en moraliste, notre tendance à suivre nos instincts, à vendre ou à soumettre l'humain et à ignorer notre devoir de bonté, notre existence d'êtres humains. Dogville pioche dans Brecht, dans ses pièces didactiques, dans la bonne âme de Sechouan et prend comme fil directeur la balade de Jenny, la fiancée du pirate qui dit d'une voix blanche : « Tuez les tous ! » Il réussit un film très rigoureux avec des décors en carton et quelques bouts de craie sur le sol qui marquent l'emplacement des maisons et de leurs habitants. Tout cela n'est pas du genre convenu, mais c'est laborieux et pas toujours réussi, une belle pièce radiophonique en images mises à distance.

Vincent Gallo amenait un film dérangeant, radical (copieusement sifflé) *The brown bunny*. Avec un narcissisme affirmé, Vincent Gallo est dans tous les plans et s'adonne à toutes les tâches (jouer, écrire, filmer, produire, composer la musique). Il exprime très bien une sorte de blues à l'âme, un état de non consolation absolue, le regret de l'amour perdu, de la lâcheté assumée. À suivre.

L'émotion, le bouleversement profond qu'on peut éprouver dans des films de cinéma qui arrivent à atteindre notre mental, était la denrée rare : quelques films seulement possédaient cette indicible alchimie : le film de Kawase Naomi, *Sharasojyu*, qui travaille la disparition, l'absence et la renaissance après un grand deuil, en faisait partie ; *Uzac* (Lointain) de Nuri Bilge Ceylan, où l'arrivée d'un jeune du village dans la vie triste mais bien rodée d'un photographe qui a dilapidé tous les trésors d'amour qu'on avait déversés sur lui... Un film palpitant parce que les sensations affluent grâce aux images-cadrages d'une grande simplicité. C'est une épure qui ne manque pas d'humour. Et qui renseigne avec précision sur l'état des campagnes turques, le manque de travail et le peu d'avenir qui semble s'offrir à une jeunesse déjà en proie au désespoir... et qui nous donne en prime la vision des paysages d'Anatolie et d'Istanbul sous la neige.



Éléphant, de Gus Van Sant

Éléphant est intéressant à ce titre: si Michael Moore explique tout par l'engouement pour les armes et la facilité avec laquelle n'importe qui peut s'en procurer, Gus Van Sant se garde bien de tomber dans ce genre d'explications face au phénomène « violence à l'école », car il travaille aussi sur l'imprévisible amok des jeunes de Littleton. Il regarde le massacre froidement, sert des images qui documentent l'ennui à l'école, la niaiserie des collégiens, le vide de leurs discussions, le morne d'une architecture fonctionnelle, froide... des couloirs aseptisés comme dans un hôpital, etc. Il a un point de vue... mobile comme sa caméra qui explore cette tuerie sous tous ses angles.

Composer des images, créer une architecture sensible où installer notre regard et notre écoute, à mon avis, seul Alexander Sokurov a réussi à le faire: Otets i Syn (Père et fils) est une œuvre picturale, une toile de maître, une apologie-élogie de l'amour paternel-filial. La projection du film était suivi d'une conférence de presse où l'on entendait enfin quelques paroles justes sur le monde où nous vivons, menacé par l'hégémonie américaine, par l'omniprésence du cinéma américain et la menace d'être « tous balayés par cette autre forme de totalitarisme » autant que par notre propre déshumanisation. Pour Sokurov, seul l'agrandissement des espaces de création garantira la survie des cinéastes et du cinéma comme art, l'unique rempart contre la victoire des « barbares », les marchands irresponsables qui font commerce d'images réductrices. Ou comme le dit si simplement et si magnifiquement Rithy Panh dans son film S 21, machine de mort khmère rouge: « Il faut savoir d'où l'on vient », sinon on ne pourra pas résister à l'entreprise de déshumanisation.

Mettre Matrix reloaded hors compétition prouve qu'on n'ose pas vraiment repenser le festival ni en termes commerciaux ni en termes différents: faire, par exemple, un festival ouvert davantage au public. Car, en dépit de projections gratuites à la plage et de multiples parcours de son et de lumière dont tout le monde pouvait profiter, le quadrillage de Cannes et les systèmes de surveillance étaient très impressionnants. Les sections parallèles n'ont pas su innover non plus, l'espace de convivialité que la « Quinzaine » créait à la plage était soumis à badge nominatif, la « Semaine » siège à l'autre bout de la Croisette, les projections d'« Acid », riches en œuvres de fictions et de documentaires disposaient seulement d'un créneau par jour... et puis quel manque de mobilité: tremblement de terre en Algérie, l'Algérie avait un pavillon, toutes les initiatives pour les films du Sud également, où est passée la solidarité? Dans ces tonnes de papier jetées tous les jours, y avait-il une seule feuille avec un numéro pour donner quelque chose? Il y a quelques années, le film sur les sans-papiers était montré à Cannes. Il n'y a pas de doute: La matrice Cannes a besoin d'être repensée et rechargée.

H.H.



Dogville, de Lars von Trier

Vendredi 27 juin

Nantes

Suite au bilan de la lutte contre le G8, débat sur le thème *mixité / non mixité* au 17, rue Paul-Bellamy.

Samedi 28 juin

Lille

Concert avec les Beaches et les Weismuler à 20h30 au Centre culturel libertaire.

Paris 11^e

Repas de soutien au RATP à la Rôtisserie, 4, rue Sainte-Marthe, M^o Belleville ou Goncourt.
Ouverture des portes à partir de 19 heures. Réseau pour l'abolition des transports payants, 145, rue Amelot 75011 Paris. Tél. : 0698927865 e mail: <http://ratp.samizdat.net>

Rouen

Rencontre autour de Léo Ferré avec Claude Frigara auteur de *Léo Ferré, entretiens entre peau et factance* à 14 heures à la librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Dimanche 29 juin

Crozon (29)

L'association Sortir du nucléaire Cornouaille organise un carnaval anti-nucléaire entre Crozon et Morgat (Finistère). Le rendez-vous est fixé à 10h30 sur la place de la Mairie à Crozon. Préparez vos déguisements et venez nombreuses et nombreux.

4 et 5 juillet

Mametz (62)

5^e édition du Festival international de Roquetoire: musique, vidéos, performances, expositions...

Vendredi 4 juillet

Paris 8^e

Le Cosimapp organise, lors de la fête impériale des États-Unis, un rassemblement abolitionniste et anti-guerre de 18 heures à 22 heures, angle place de la Concorde/rue de Rivoli.

Samedi 5 juillet

Paris 18^e

Le groupe libertaire Louise-Michel propose de faire le bilan de cette année autour d'un verre et de parler des projets de la rentrée: le forum social libertaire, le salon du livre anarchiste, la semaine des transports gratuits, et tous les autres... à 15 heures, à la bibliothèque la Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Dimanche 6 juillet

Aire-sur-la-Lys (62)

5^e édition du Festival international de Roquetoire: musique, vidéos, performances, expositions... au Gallodrome (café le Novelty).

Samedi 11 octobre

Ris-Orangis

Le groupe Anarchie de la FA organisera un débat autour de *l'Anarchisme aujourd'hui et/ou Anarchisme et milieu ouvrier*.

Radio libertaire

Jedi 26 juin

Si vis pacem: à 18 heures, : Mouna gueule encore! Avec Gérard Durand, secrétaire des Amis de la vie.

Vendredi 27 juin

Enjoy polar: à 12 heures, avec le professeur en grève François Muratet qui parlera de son troisième roman *La révolte des rats* (éditions du Serpent à plumes).

Jazz en liberté: à 22h30, avec Abdullah Ibrahim Big Band, Randy Weston Tanjah, John Coltrane Africa Brass, Misha Mengelberg et ICP Orchestra, Sun Ra Orchestra, Muhal Richard Abrams Orchestra, Archie Shepp Attica Blues Big Band, Eddy Louis Multicolor Feeling et Lester Bowie Brass Fantasy.

Dimanche 29 juin

Émission spéciale: à 16h30, elle sera consacrée au chanteur Hubert-Felix Thieffaine.

Mercredi 2 juillet

Le manège: à 14 heures, avec Sophie Boursat pour *L'eau et l'huile* aux éditions Sabine Wespieser; bilan de l'année, proposition de lecture romans, romans jeunesse, les festivals de l'été avec Heike Hurst en direct de celui de La Rochelle.

Mercredi 9 juillet

Le manège: rediffusion à 14 h de Philippe Besson avec *L'arrière-saison* aux éditions Julliard.

Mercredi 16 juillet

Le manège: rediffusion à 14 heures de Olivier Adam avec *Poids léger* aux éditions de l'Olivier.

Mercredi 23 juillet

Le manège: rediffusion à 14 heures de Jérôme Lambert avec *Tous les garçons et les filles*, et Cédric Erard avec *J'ai pas sommeil à l'école des loisirs*.

89,4 MHz
en région parisienne

La Brigada Flores
Magón vient de commettre un nouvel opus: **Rock or die.**
À Publico ou en distro.

Roms toujours indésirables à Montreuil

DEUX MOIS S'ÉTAIENT ÉCOULÉS depuis l'expulsion des familles Roms du 47, rue Paul-Doumer. Après avoir été hébergés à la Maison ouverte et dans les locaux de la CNT, ces familles ont été finalement spontanément accueillies par des membres du collectif, fermement déterminés à ne pas les exposer à un nouveau danger en optant pour l'ouverture d'un squat. Toutefois, après près de deux mois, n'ayant obtenu que des

miettes d'hébergement d'urgence de la part de la Ddass, et prenant au mot les écrits élogieux de M. Brard, maire de Montreuil concernant l'implication du collectif, hébergeants et hébergés ont choisi d'occuper une bâtisse livrée à l'abandon depuis plus de cinq ans par la mairie, sise 14, rue Pépin, à Montreuil.

Malgré la demande d'entretien du collectif de soutien en vue d'un éventuel arrangement, la seule réponse a été de lancer la procédure d'expulsion, et ce, pour le plus grand bonheur du commissaire de Montreuil qui ne s'est pas caché de vouloir en finir avec les Roms en doublant l'expulsion d'une reconduite à la frontière. Les familles présentes sur les lieux au moment des premières visites d'intimidation ont pu s'éclipser. Les membres du collectif munis de papiers ont

donc décidé d'être les seuls occupants. Le 17 juin, en début d'après-midi, le commissaire se présente accompagné de ses sbires. Pour tout mandat: une pince-monseigneur pour couper la chaîne du portail et annoncer aux occupants que le lendemain sera apposé l'arrêté d'expulsion pour péril et qu'à compter de cet instant ils ont 24 heures pour quitter les lieux: du bluff! À 18 heures, il revient avec des inspecteurs armés jusqu'aux dents et munis de gilets pare-balles pour sortir les dangereux terroristes de la solidarité sans aucun mandat. Il ordonne aux occupants de sortir les affaires du bâtiment et, une fois cela terminé, invite l'huissier à constater que le bâtiment n'a pas été occupé. En bref, une expulsion parfaitement illégitime qui ne fait que confirmer l'état de non-droit instauré sur Montreuil par M. Brard et le commissaire Calandry.

Merci à tous ceux qui sont passés pour apporter leur soutien!

Hanlor et Éve

Collectif de soutien aux Roms



Rock the Casbah

LA CASBAH est un lieu qui n'existe pas encore, mais qui grâce à votre contribution pourrait bien voir le jour sur Nancy d'ici à quelques mois. La Casbah, c'est une zone libre, indépendante et associative rassemblant plusieurs activités culturelles permettant de favoriser les rencontres, les échanges, la communication et la convivialité entre des inconnu(e)s, dans un cadre unique, en écartant au maximum les aspects de simple consommation.

En effet, il s'agira d'un lieu en perpétuel changement, évoluant au gré des fantaisies d'artistes exposant leurs œuvres, sobres ou extravagantes, ou de voyageurs, ramenant leurs carnets de route et du sable encore chaud. Vous pourrez vous installer pour lire, consulter ou emprunter des journaux, des BD, des livres, provenant d'éditeurs alternatifs, indépendants ou politiquement engagés. Il sera également possible d'acheter ou de commander des ouvrages généralement introuvables à Nancy.

Les soirées seront réservées à des conférences-débats avec des auteurs, des artistes ou des membres d'associations autour d'une thématique. Des ateliers d'initiation à des activités telles que le bricolage domestique, la réparation de vélos, l'informatique, ou la calligraphie se répartiront en petits groupes, ce qui facilitera les rapports entre animateurs et animatrices et les participant(e)s. Des associations sans local fixe viendront également se réunir à la Casbah dans la mesure où la place ne fera pas défaut. Mais la Casbah ne compte pas se restreindre à ses locaux pour faire connaître des formes de cultures et de pensées basées sur la

richesse des différences humaines et de leur mixité. Nous souhaitons organiser des concerts, des fêtes, des vidéo-projections, des soirées thématiques et surprenantes un peu partout dans Nancy et sa proche périphérie.

Vous l'avez compris, la Casbah ne se fera pas sans vous. En effet un lieu associatif tel que celui-ci sera étroitement lié à ses visiteurs et visiteuses, et nous vous invitons bien évidemment à participer activement au développement d'une réelle contre-culture et d'un esprit de résistance à la marchandisation. Pour cela, n'hésitez pas à parler de la Casbah autour de vous, à nous apporter des livres pour la bibliothèque, à participer à la souscription de soutien, à participer aux activités ou à adhérer.

Rejoignez-nous, et partons voguer vers des horizons vastes et libres. En adhérant, vous pourrez vous changer les idées:

- Grâce au fond de lectures subversives de la bibliothèque (près de 1000 livres, revues et fanzines sont à votre disposition en consultation ou en prêt);

- En utilisant des ordinateurs low-tech, équipés de freewares (avec peut-être Linux) et connectés au web;

- Ou en dégustant au bar associatif des boissons bio (thé, sirops, et breuvages divers à base de plantes).

Surtout ne perdez pas votre carte d'adhérent(e)s, car elle vous servira pour vos emprunts de livres, pour boire l'apéro au bar, et pour avoir une ristourne sur le dixième livre acheté. Adhésion à l'association: 15 euros par an.

Conformément à notre déontologie, les quelques informations que vous nous confiez ne seront ni données, ni vendues, ni échangées, ni mises en ligne, même en cas de putsch fasciste.

La Casbah ayant un grand besoin d'indépendance pour réussir à s'exprimer pleinement et sereinement, il lui faut y mettre le prix. Nous savons que nous pouvons déjà trouver des fonds grâce au soutien de nos adhérent(e)s, puis par la diffusion de livres, et ce, dès que nous aurons un local. Mais en attendant, nous devons chercher d'autres moyens pour financer la seule mise en route du lieu. D'où l'idée d'organiser des concerts ou des soirées de soutien lors desquelles, des artistes intéressé(e)s par l'aventure de la Casbah, pourraient se produire bénévolement ou dans des conditions qui ne soient pas fatales à notre trésorerie. (Dans tous les cas, nous prenons à notre charge les frais de transport, et nous fournissons boissons et nourriture). Mais tout cela ne suffira pas à mettre immédiatement en place notre structure aussi petite soit-elle. D'où l'idée de lancer une souscription au niveau hexagonal.

Il ne s'agit pas de fonds destinés à nos stock-options, mais bien de sommes plus ou moins importantes, suivant vos moyens, qui, dans un premier temps faciliteront la location d'un local suffisamment spacieux, ainsi que la prise en charge des frais qui s'y rattachent (assurance, travaux, EDF, téléphone, tracts...).

La Casbah

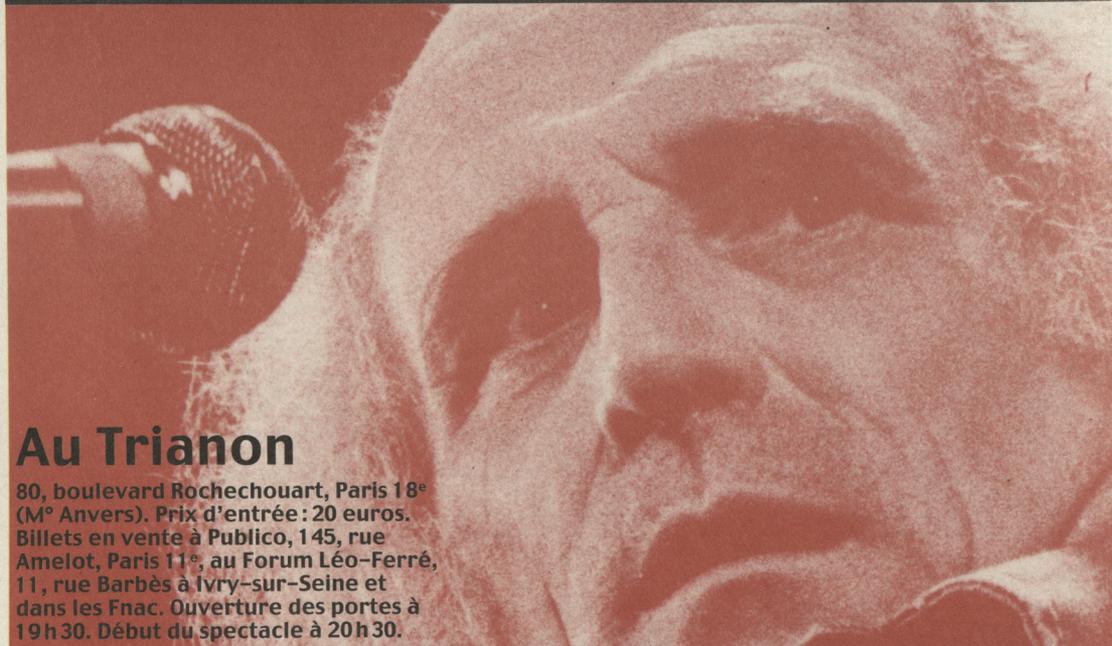
c/o Planète Verte BP 22 54002 Nancy Cedex
lacasbah@no-log.org



10^e gala Salut Léo!

14 JUILLET 2003

avec Vincent Absil, Wladimir Anselme, Dimitri Bogdis (Ferré en grec), Michel Bühler, Annick Cisaruk, Jean-Luc Debattice, Bernard Joyet, Josette Kalifa, Bruno Lapassatet, Chris-Cécile Lapassatet, Benjamin Legrand, Anne Peko, Jean-Michel Piton, Jean-Pierre Réginal, Nathalie Solence, Francesca Solleville, Serge Utgé-Royo.



Au Trianon

80, boulevard Rochechouart, Paris 18^e (M^o Anvers). Prix d'entrée: 20 euros. Billets en vente à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e, au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès à Ivry-sur-Seine et dans les Fnac. Ouverture des portes à 19h30. Début du spectacle à 20h30.

Il est des groupes qui sont punks parce qu'avant tout anarchistes. C'est le cas de Sin Dios, fleuron – on n'ose dire vétéran – de la scène anarchopunk espagnole. Malgré une discographie impressionnante (une bonne dizaine de disques), Sin Dios n'accumule pas les productions pour nourrir un commerce, mais bien pour exprimer une révolte, défendre des idées, participer à la lutte. Et mettre en pratique, concrètement, certaines méthodes anarchistes (autogestion du groupe, autoproduction des disques, échanges.).

Bref, largement de quoi leur donner la parole.

Alors, vous êtes en tournée ?

Non, on a juste fait trois dates : Genève pour le festival antifasciste, avec pas mal de monde, probablement 3 000 personnes, on y a joué avec beaucoup de groupes. Après ça, on a joué à Dijon, aux Tanneries, le concert était organisé par Maloka, un concert très chouette avec des gens adorables. Et aujourd'hui ici (au CICP, rue Voltaire, à Paris). Demain, nous retournons en Espagne. Eh oui, car nous devons à nouveau travailler et survivre ! et il n'est pas toujours facile de partir pour de grandes tournées.

La Idea, c'est quoi ?

La Idea est apparue quand nous avons commencé à autoproduire nos disques. Nous étions très impliqués dans le milieu du DIY, et faisons des échanges de productions avec plein de gens dans le monde entier. On vendait les disques lors de nos concerts, mais ça ne suffisait pas. Donc, on a eu l'idée de créer ce lieu pour pouvoir distribuer le fruit de nos échanges. On a trouvé ce fameux local qui pourrait ressembler à un commerce puisque c'est un genre de boutique, c'est propre, il y a la lumière... En fait, nous restons complètement alternatifs, notre idée c'est de distribuer de la même façon que d'autres distribuent sur les listes de VPC. La Idea est ouverte uniquement l'après-midi, la matinée étant consacrée à la vente par correspondance. On n'y trouve pas que des disques, d'ailleurs,



mais aussi des bouquins et des revues anarchistes (uniquement en langue espagnole) qui viennent de l'Amérique du Sud et de toute l'Espagne. Nous sommes maintenant sur Internet, grâce à un serveur qui s'appelle « Nodo 50 », qui s'occupe de toutes les organisations politiques de luttes et de résistance.

Y a-t-il d'autres groupes musicaux liés à La Idea ?

Oui, à peu près une quinzaine de groupes qui sont dans la même lignée que nous. En général, ce sont des groupes qui se trouvent à proximité de Madrid. Ils doivent s'impliquer eux-mêmes dans la gestion de leur groupe.

Sin Dios est assez lié à la CNT en Espagne...

Le groupe est effectivement très proche des idées de la CNT. Depuis l'origine du groupe, et encore aujourd'hui, deux personnes du groupe sont adhérentes à la CNT. Les autres ont la même

philosophie, sans être directement impliqués dans ce syndicat.

Anarchie et musique, qu'est-ce que ça signifie pour toi ?

Pour moi, la musique est un art. Les groupes musicaux politisés comme Sin Dios sont liés à une réalité sociale. Un groupe qui n'est pas relié à une réalité sociale reste un produit. Si je devais choisir entre faire de la musique, ou seulement faire des discours pour exprimer ce que je veux exprimer, je préférerais alors faire des discours plutôt que de la musique. Pour nous, la musique seule ne peut pas changer les choses. Quand j'allume la télé et que je vois des enfants se faire tuer en Palestine, ça me donne la rage. Et en écrivant des chansons sur ce thème, je pense participer à la transmission de l'information. Depuis quatorze ans que Sin Dios existe, le groupe n'est pas séparé de l'action politique. Le groupe est un ensemble de choses, d'actions politiques. C'est un peu comme le haut de l'iceberg : on voit Sin Dios comme un groupe, mais en fait ça inclut toute une lutte politique, des organisations, la participation à des listes de distribution, à des journaux, etc.

Sin Dios est un groupe qui vend beaucoup de disques. Le groupe a-t-il une influence auprès de son public ? Est-ce que les gens réfléchissent au contenu politique de vos textes, ou viennent-ils aux concerts comme on consomme un produit musical ?

Nous sommes essentiellement connus en Espagne, c'est là où nous vendons le plus de disques (environ 15000 exemplaires de chaque album). Nous sommes en relation avec certains collectifs en Amérique latine, à qui nous envoyons en général deux ou trois exemplaires de nos albums qui, là-bas, sont dupliqués et diffusés. En Europe, c'est pas énorme, à part Skuld Release qui assure la distribution de nos albums, mais je n'ai pas vraiment d'idées du nombre de disques qu'ils vendent. En Espagne, il y a vraiment une grosse scène punk, et quand nous jouons à Madrid, c'est souvent devant 1000 ou 1500 personnes. Certaines personnes viennent aux concerts en ayant déjà une conscience politique. Mais pour nous, même si nous n'arrivons à convaincre qu'un seul individu sur 1000 personnes, c'est déjà quelque chose de gagné. Cela dit, l'évolution va dans les deux sens. Par exemple, on a joué dans un local de la CNT tenu par des vieux anarchistes de 1936 qui n'en avaient rien à foutre de la musique, qui se bouchaient les oreilles et puis applaudissaient. À la fin du concert, ils nous ont expliqué que toutes nos chansons étaient beaucoup mieux que tous les tracts qu'ils avaient diffusés depuis quarante ans. Ça apportait plus d'informations par rapport à la CNT notamment. Ils trouvaient ça vraiment efficace. Dans le passé, les jeunes qui voulaient s'engager politiquement avaient le choix entre les groupes autonomes, les groupes de jeunesse communistes (hors PC), les trotskistes, les maoïstes, etc. Aujourd'hui, après la chute du bloc de l'Est, toutes ces tendances ont quasiment disparu. Les seuls groupes radicaux qui subsistent à Madrid sont les libertaires liés à la CNT.

Pour toi, le punk, c'est un mouvement ou une identité ?

J'aime la musique punk et les valeurs qu'elle véhicule mais, pour autant, je ne me considère pas comme punk. Ça ne signifie pas grand-chose pour moi. Ce qui m'intéresse dans le punk, ce sont les idées. Le problème n'est pas de penser à une révolution punk avec des punks pour des punks sur les punks. La révolution à laquelle j'aspire est une révolution de classe. La question de l'identité ferme le problème aux punks pour des punks. J'ai une petite fille. Quand elle sera plus grande, et s'il y a la révolution, je voudrais qu'elle aille dans les squats et qu'elle découvre ce qu'est vraiment le punk, mais je ne voudrais pas qu'elle voie les punks comme une bande de gens bourrés...



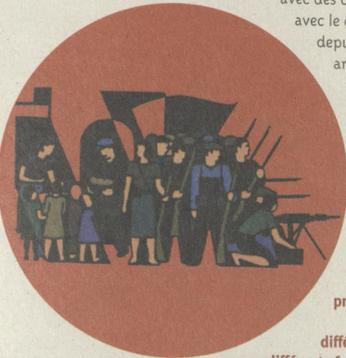
En tant que militant, t'intéresses-tu à la politique française ? Quel regard portes-tu sur les lois sécuritaires qui vont à l'encontre des velléités d'autogestion ?

Je ne suis pas vraiment au courant. Il y a beaucoup de flics en France, visiblement, mais c'est pareil en Espagne. Je sais qu'en France, récemment, l'accession de Le Pen au deuxième tour des élections présidentielles a provoqué une vague de peur par rapport à l'extrême droite. Ça a été un peu la même

chose en Hollande avec Pym Fortuin. Ces vagues de peur ont fait oublier que les lois votées étaient celles de l'extrême droite. En deux ans, le socialisme a fait en Espagne les pires lois que la droite n'ait jamais votées. Toute la politique de droite est liberticide, les grosses organisations mondiales comme le FMI, par exemple, importent peu à mon avis, puisqu'elles agissent comme des soporifiques qui endorment les populations, qui les détournent des véritables problèmes. Le fascisme, le socialisme, la droite, tout cela nous importe peu. L'essentiel pour un gouvernement, c'est de suivre la loi du marché.

Dans quelle mesure Sin Dios est-il un groupe « sérieux » ? Comment parvenez-vous à maintenir votre activité depuis si longtemps, alors que tant de personnes qui ont commencé l'activisme avec vous ont aujourd'hui abandonné ou disparu ?

Nous sommes sérieux dans le sens où nous croyons fermement en ce que nous chantons. Pour nous, il ne s'agit pas d'un jeu mais d'une vraie vie de passion et d'engagement. Nous ne prenons pas l'anarchisme comme un sac à dos que tu jettes quand tu en as marre. J'ai eu une petite fille, j'ai aimé, j'ai été en colère, j'ai travaillé, baisé, assisté à des enterrements... et durant tous ces moments, je me suis senti anarchiste, c'est là une philosophie en laquelle je crois à des niveaux à la fois personnels et sociaux. Assister à l'abandon de certains activistes nous rend tristes quand nous constatons qu'il ne s'agissait que d'un jeu, une folie de jeunesse de la part de personnes que nous considérons pourtant comme des camarades, mais, comme je le disais tout à l'heure, ça ne nous touche pas dans la mesure où notre activisme est un engagement à vie.



Actuellement, il est difficile de trouver des groupes ayant une intégrité politique sérieuse et cohérente. Pensez-vous qu'il y a une totale dépolitisation de la scène punk et que la plupart des groupes affirme être politique uniquement parce qu'elle pense que ça fait bien ? Pensez-vous qu'il existe une différence entre le punk et le hardcore ?

Nous vivons des temps de dépolitisation à tous les niveaux, donc il n'est pas étonnant que la scène punk-hardcore y échappe. Ce qui est triste, c'est qu'une culture qui a commencé comme une critique politique du système capitaliste, et qui a développé des pratiques cohérentes d'autogestion (Do it Yourself, DIY), ait fini (parfois) par former des tribus plus ou moins transgressives rassemblant des ados qui confondent activisme et hédonisme stupide. Mais, quoi qu'il en soit, il subsiste encore beaucoup de gens positifs et actifs un peu partout, dont une partie formera toujours ce mouvement politique et révolutionnaire qui est, comme nous le comprenons, la scène punk-hardcore. Quand j'ai commencé dans ce mouvement, le punk et le hardcore, c'était la même chose, deux parties d'un même courant, musique rapide pour la première,

lente pour la seconde, les uns avec des crêtes, les autres avec le crâne rasé... mais depuis quelques années, certains punks et hardcore essayent de se rassembler sous la bannière de l'apolitisme. Nous n'avons rien à voir avec ces connards.

Votre manière de produire vos disques dans différents pays, via différents labels et dans différents formats, est intéressante. Actuellement, la scène punk a tendance à suivre un modèle commercial calqué sur la production de masse, où la production et la distribution sont exclusives, les éditions limitées, etc. Pensez-vous que la culture économique du DIY telle que nous la connaissons (basée sur les échanges, les coopérations et l'aide mutuelle, plus que sur la recherche du meilleur contrat) est obsolète ? D'un autre côté, beaucoup vous critiquent parce que vous vendez également en dehors des circuits de distribution alternatifs...

En tant que groupe de propagande musicale, nous estimons qu'il est important de pouvoir trouver notre musique et nos idées dans d'autres pays, où l'on ne pourrait les trouver autrement que par des imports très chers.

Il y a de notre part une intention de garder des prix les plus bas possibles, notre culture est celle des milieux ouvriers ou chômeurs, et nous devons faire de la musique un bien social plutôt qu'un produit de luxe pour les élites aisées. C'est notre culture de l'autogestion, qui montre que sans intermédiaires tu peux réduire les coûts de tes productions sans pour autant en réduire la qualité. Nous aimons produire des choses dans différents pays, car ainsi l'argent récolté revient aux mouvements anarchistes locaux. Au sujet de notre distribution, nous travaillons

dans deux directions différentes : durant les deux premiers mois, une nouvelle production est diffusée uniquement dans les circuits alternatifs (VPC, squats, syndicats, etc.); ensuite, elle part dans les circuits commerciaux classiques, à condition que ceux-là respectent le prix maximum indiqué sur la pochette du disque. Jusqu'à présent, 95 % des points de ventes respectent cette condition. Même si nous essayons pas mal de critiques à cause de cette démarche « commerciale ». Pour nous, c'est là un moyen pour atteindre le public qui n'a pas accès au circuit alternatif, voire qui ne le connaît pas du tout. Ainsi, nous essayons de briser l'idée de club élitiste que certaines personnes se font de la scène punk-hardcore. Nous aimons bien passer pour des « outsiders » quand on compare le prix d'un CD normal avec celui de notre disque qui a une belle couverture en couleurs, un bon son, un livret de 108 pages, etc., et qui est trois fois moins cher.

La mouvance autonome est-elle encore forte à Madrid ? Il me semble que dans le passé, Madrid et l'Euskadi, voire aussi Barcelone, étaient comparables à la scène autonome de Berlin. Je pense que c'était à l'époque un mouvement fort, mais, aujourd'hui, on dirait que la nouvelle génération parle uniquement de situationnisme, qu'elle a oublié que le mouvement autonome était plein d'inspiration...

Canino: le mouvement autonome à Madrid est plutôt minimal depuis plusieurs années maintenant. À mon sens, c'est à cause du manque de progression ou de compromis mais aussi parce que même si nous essayons de travailler ensemble entre anarchistes et communistes, les problèmes interviennent toujours entre les rouges et les noirs. L'unité est une bonne façon de travailler quand on monte un mouvement, mais ce côté informel est son point faible.

D'après mon expérience, il est important d'avoir une organisation sérieuse et stable si l'on veut amener des changements importants. Pepe: Je suis d'accord mais en tant que militant du mouvement autonome et des squats, j'aimerais ajouter certaines choses, en particulier sur certaines attitudes que je n'ai jamais vues ailleurs. Par exemple, le culte esthétique, je ne veux pas parler des fringues, mais de la superficialité dans les idées et dans les concepts. Par exemple, « Squatter c'est cool, il n'y a que les cons qui payent un loyer ». J'ai squatté une maison pendant huit ans et je n'ai jamais pu comprendre le mépris à l'égard de ceux qui louent un logement. Certains d'entre nous travaillaient, d'autres non, et les premiers passaient pour des fous aux yeux des seconds. Quelqu'un m'a même dit lors d'une rencontre que si je travaillais c'était mon problème, que c'était surtout parce que je voulais élever mon train de vie. Ce genre de conneries venait de gens supposés être mes camarades et vouloir changer le système...

pour quoi ? Une autre chose que je n'ai jamais aimée, c'est le culte de la violence, le machisme, le « guerrier anti-fasciste ». Je n'aime pas l'idée de créer des militants qui ne voient pas la violence pour ce qu'elle est réellement, une horreur qui ne doit être utilisée que dans des cas précis. Cet attrait de violence séduit pas mal de jeunes mais je ne pense pas que ce soit dans une bonne direction. Il y a d'autres domaines qui sont moins attirants mais que je trouve plus essentiels, comme la lutte syndicale, la culture, l'éducation, et d'autres qui sont sans doute moins excitants aux yeux des « radicaux ». En tant que membres de Sin Dios, je peux t'assurer que les camarades de la CNT nous

ont accueillis partout comme la mouvance autonome de Madrid ne l'a jamais fait. Le syndicat valorise notre travail alors que les collectifs autonomes nous ont fait sentir qu'ils nous faisaient une faveur en nous laissant jouer. On dirait que je veu « casser » des gens, mais c'est le contraire. J'aimerais qu'on commence à organiser des collectifs libertaires, à travailler sans les dérives esthétiques que j'ai mentionnées plus haut. Les changements sociaux sont du ressort de chacun: guerriers antifascistes, libraires subversifs, la marmaille, les vieux, plombiers écolos, maçons végétariens, punks qui aiment la musique classique, avocats hors-la-loi... et particulièrement toi et moi.

Vous êtes parents, punks et anarchistes... Vous savez qu'une bonne partie des nouvelles générations révolutionnaires est contre le fait de mettre des enfants au monde. Pourquoi, à votre avis ? Comment ressentez-vous le fait de donner naissance dans ce monde pourri ?

Canino: Ça me surprend que dans les cercles « progressifs » ou révolutionnaires, on considère les naissances comme une chose négative. Je trouve incroyable que ce que l'humanité a fait depuis son

commencement, et ce qui lui assure sa propre survie en tant qu'espèce, soit aujourd'hui considéré comme ringard, cela dessine une idéologie de mort et de désespoir, mue par le culte de l'hédonisme.

La lutte pour la libération des femmes et les progrès scientifiques ont apporté un certain degré d'émancipation aux femmes, lesquelles ne pouvaient jadis pas choisir le moment d'avoir des enfants, et qui de nos jours sont libres de décider (du moins dans les pays développés), mais cela ne veut pas dire pour autant qu'avoir des enfants soit quelque chose de mauvais. Ce qui est bien, c'est la liberté de choix, chose que nous défendons. Une chose est certaine: ça tourne pas rond si dans les cercles soit-disant révolutionnaires, une partie des individus ne veut pas avoir d'enfants. Peut-être sommes-nous une élite à la pointe du reste du monde, peut-être pensons-nous qu'il est impossible d'avoir des enfants tout en restant actif? Dans nos milieux, il n'y a pas de place pour les enfants, pas plus que pour les vieux, pour les infirmes, les handicapés, etc. Notre modèle, c'est le fier militant, célibataire, qui ne veut pas travailler mais beaucoup de temps libre pour son engagement politique... Est-ce là le modèle que nous proposons comme alternative sociale? Quelque chose ne va pas...

Dans les pays pauvres, comme le Salvador, mes amis ont besoin de leurs enfants pour survivre, et c'est merveilleux de voir un pays plein d'enfants, alors qu'il n'y a

rien de plus désespérant que cette vieille Europe pleine de vieux. Les enfants, c'est la vie, le sang neuf, et personne ne me les fera considérer comme quelque chose de négatif.

Avoir des enfants, ça change ta perception de la responsabilité, de même que ta façon de vivre, et en même temps ce sentiment est si merveilleux. Dans mon cas, quand je regarde ma fille Alba en pensant à ces milliers d'enfants que le génocide capitaliste tue chaque jour, ça me donne plus de force pour résister et me battre.

Extrait de l'interview parue dans le zine Reason to Believe n° 5 (édité par un collectif de la scène hardcore punk en Angleterre), conduite par Paco Mus. Réponses de Canino, le batteur, et Pepe, le guitariste. Février 2002.
info@rtbzine.org
www.rtbzine.org



« odio al imperio », dernier album de Sin Dios. 15 morceaux accompagnés d'un livret de 108 pages. Disponible par coorespondance chez Maloka/BP536/21014 Dijon cedex nogodnomaster@free.fr



Ce supplément anarchopunk est le premier d'une série que nous espérons longue. Nous tâcherons d'explorer les méandres de l'activisme underground – qu'il soit actuel ou passé – et de vous proposer assez régulièrement un éclairage sur tel ou tel aspect de cette scène. Alors... à bientôt !

